



HAL
open science

La Classe Inutile en République Démocratique du Congo

Adam S. Tuzolele

► **To cite this version:**

| Adam S. Tuzolele. La Classe Inutile en République Démocratique du Congo. 2024. hal-04619482v1

HAL Id: hal-04619482

<https://hal.science/hal-04619482v1>

Preprint submitted on 20 Jun 2024 (v1), last revised 27 Jun 2024 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

La Classe Inutile en République Démocratique du Congo

Adam S. TUZOLELE MBUKU*

Juin 20, 2024

Résumé : Cette étude analyse le phénomène de la "classe inutile" en République Démocratique du Congo (RDC), composée d'individus marginalisés, sans emploi ni qualifications valorisées. Cette frange de la population, représentant une part importante des Congolais, en particulier dans les zones urbaines, ne participe pas de manière productive à l'économie nationale. Les principaux facteurs explicatifs sont les défaillances structurelles : manque d'opportunités d'emploi et d'investissements, faiblesses du système éducatif, inefficacité des politiques publiques et instabilité politique. Ces dynamiques ont engendré l'exclusion d'une partie de la population des circuits économiques, avec des répercussions négatives en termes de criminalité, de tensions sociales et de freins au développement. Pour remédier à cette situation, des réformes ambitieuses s'imposent : investissements massifs dans l'éducation, la formation professionnelle et la création d'emplois, politiques économiques et sociales inclusives, renforcement de la gouvernance et de la stabilité. Seule une approche holistique permettra d'intégrer la classe inutile et de favoriser un développement économique et social durable en RDC.

Mots clés : Education, numérique, Classe Inutile, Pauvreté, Capital Humain

Classification JEL : O15, J24, I32, D63

Abstract : This study analyzes the phenomenon of the "useless class" in the Democratic Republic of Congo (DRC), composed of marginalized individuals, without employment or valued qualifications. This segment of the population, representing a significant portion of Congolese, particularly in urban areas, does not participate productively in the national economy. The main explanatory factors are structural deficiencies: lack of employment and investment opportunities, weaknesses in the education system, ineffective public policies, and political instability. These dynamics have led to the exclusion of a portion of the population from economic circuits, with negative repercussions in terms of crime, social tensions, and barriers to development. To address this situation, ambitious reforms are required: massive investments in education, vocational training, and job creation, inclusive economic and social policies, and the strengthening of governance and stability. Only a holistic approach will allow for the integration of the useless class and promote sustainable economic and social development in the DRC.

Keywords : Digital, Useless Class, Poverty, Human Capital

JEL Classification : O15, J24, I32, D63

*Etudiant en deuxième cycle en Economie Quantitative et Gestion Informatique de la Faculté d'Economie et Développement de l'Université Catholique du Congo.

Mail : adamstuzolele@gmail.com Site : sites.google.com

1. Introduction

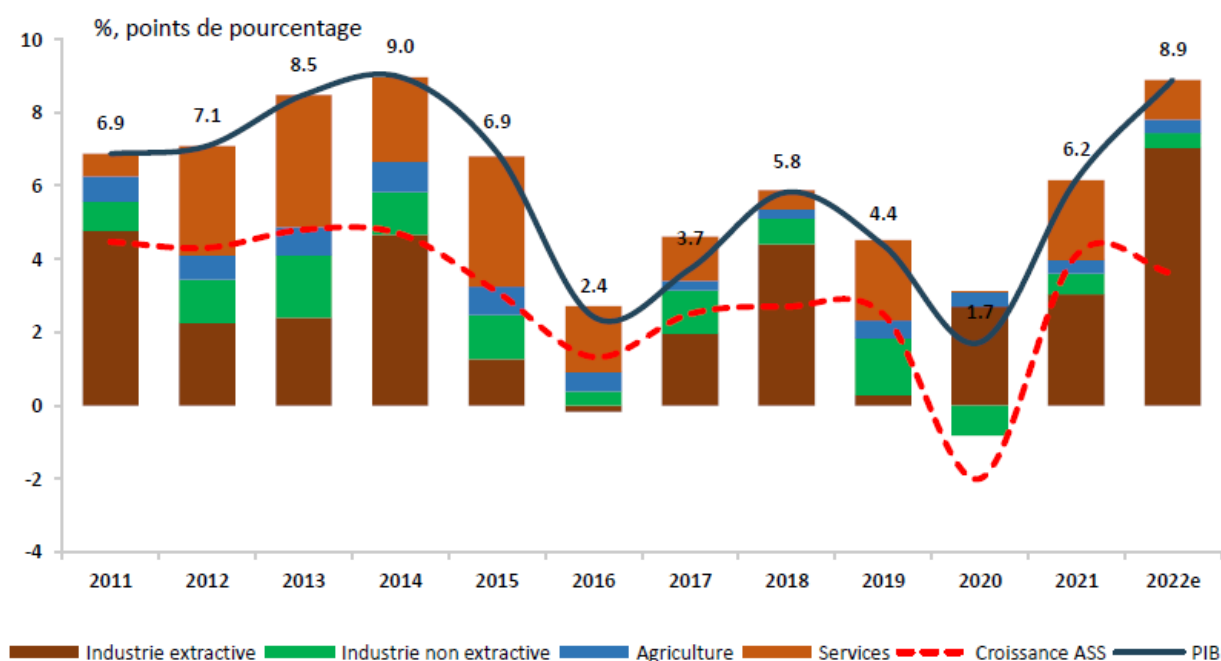
1.1. Contextualisation de la problématique socio-économique en RDC

En termes économiques, la République démocratique du Congo (RDC) est un pays riche en ressources naturelles et humaines, mais qui a du mal à atteindre son plein potentiel économique en raison de facteurs de fragilité et de vulnérabilité importants. Les conflits prolongés, la mauvaise gouvernance, les institutions budgétaires faibles, la mauvaise gestion des ressources naturelles et la violence ont nui au développement du capital humain et physique, entraînant une sous-performance économique et des niveaux élevés de pauvreté. La dépendance excessive de la RDC à l'extraction de minéraux la rend vulnérable aux fluctuations des prix des matières premières et à la performance des principaux partenaires commerciaux. L'instabilité géopolitique et les pandémies peuvent perturber davantage ces aspects. De plus, malgré son fort potentiel agricole, la RDC est un importateur net de produits alimentaires, ce qui augmente sa vulnérabilité aux chocs externes et climatiques et aggrave l'insécurité alimentaire. Les contraintes structurelles, telles que la vaste économie informelle, entravent le développement du secteur privé et sa capacité à fournir les biens et services nécessaires à la croissance économique. L'économie congolaise reste sous-développée et confrontée à de nombreux défis. Des solutions structurelles et des investissements dans le capital humain et physique, la gouvernance, la gestion des ressources naturelles et le développement du secteur privé sont nécessaires pour atteindre une croissance économique durable et réduire la pauvreté.

En dépit des efforts notables déployés pour stabiliser l'économie et stimuler la croissance au cours des dernières décennies, la pauvreté reste un défi majeur en République démocratique du Congo (RDC), en particulier dans les zones rurales. Malgré une croissance économique moyenne de 5,6 % au cours des deux dernières décennies, la pauvreté n'a que légèrement diminué, passant de 69,3 % en 2005 à 64 % en 2012. Entre 2012 et 2018, la pauvreté a enregistré une nouvelle baisse modeste (4,3 points de pourcentage), mais elle reste généralisée, avec près de 60 millions de personnes pauvres en 2022. L'augmentation rapide de la population a entravé les efforts de réduction de la pauvreté, le nombre de personnes pauvres ayant augmenté de 6 millions. De plus, les inégalités régionales prononcées placent la RDC parmi les pays d'Afrique subsaharienne comptant le plus grand nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté. La lutte contre la faim et le retard de croissance a connu des résultats médiocres, en particulier dans les zones rurales. Ceci, ainsi que les importantes disparités régionales, entravent l'accumulation de capital humain, essentielle à la transformation structurelle et à la croissance économique durable.

Au cours des deux dernières décennies, la République démocratique du Congo (RDC) a connu une croissance économique remarquable, accompagnée d'un retour important à la stabilité macroéconomique. Cette expansion économique, d'une durée record, fait suite à l'impact

dévastateur de deux grandes guerres au cours des années 1990 et au début des années 2000. Après les politiques néfastes de nationalisation et de radicalisation des années 1990, qui ont entraîné une contraction du PIB et des conditions économiques désastreuses, la fin de la guerre en 2002 a marqué un tournant. Cette période a coïncidé avec la hausse des cours mondiaux des minéraux, stimulant une croissance annuelle moyenne du PIB réel de 5,6 % entre 2002 et 2021. Ces progrès ont offert des possibilités d'accroître les investissements publics et privés et de mettre en œuvre des politiques macroéconomiques saines. L'économie congolaise a maintenu cette forte dynamique de croissance et a montré une meilleure résilience aux chocs externes, notamment grâce aux performances du secteur minier. La croissance s'est accélérée à 8,9 % en 2022 après un ralentissement en 2020 dû à la pandémie de la COVID-19.



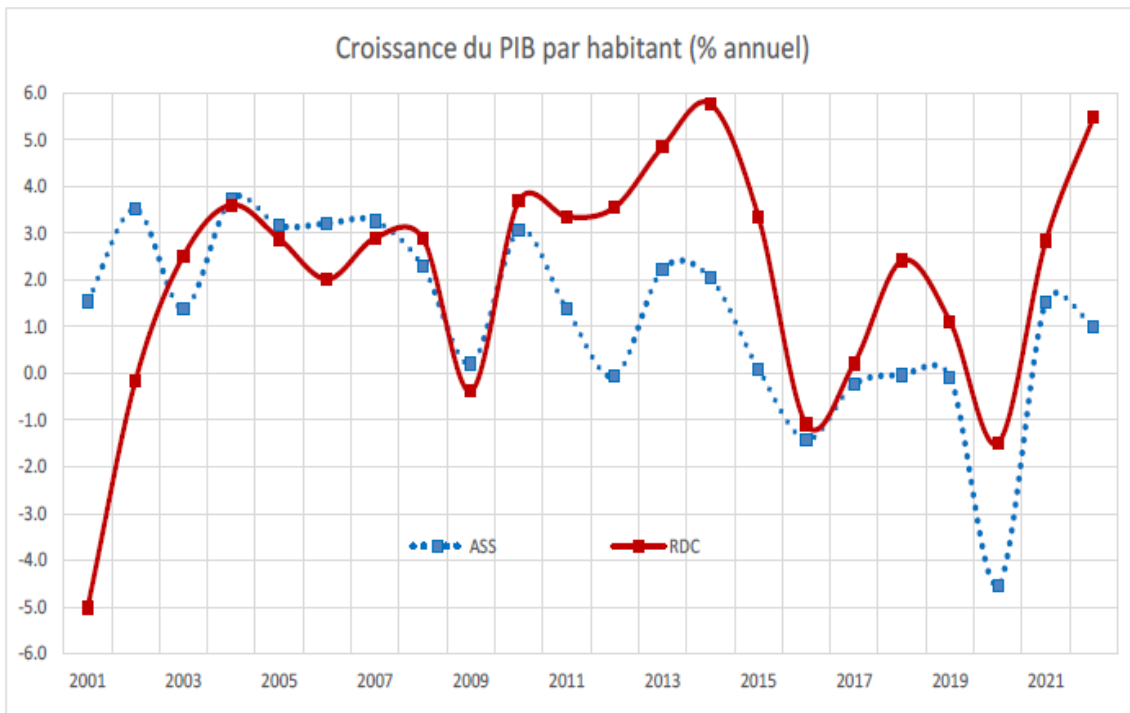
Graphique 1 : Croissance du PIB réel et contributions à la croissance du PIB réel (%)
Sources : Autorités statistiques de la RDC, Banque mondiale

Le taux de retard de croissance en RDC (42 % des enfants de moins de cinq ans) est l'un des plus élevés d'Afrique subsaharienne et la malnutrition est la cause sous-jacente de près de la moitié des décès dans cette classe d'âge. Et contrairement à d'autres pays africains, la prévalence du retard de croissance en RDC n'a pas diminué au cours des vingt dernières années. En raison d'un taux de fécondité très élevé, le nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance a augmenté de 1,5 million. L'indice de capital humain de la RDC s'établit à 0,37, au-dessous de la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne (0,40). Cela signifie qu'un enfant congolais né aujourd'hui ne peut espérer réaliser que 37 % de son potentiel, par rapport à ce qui aurait été possible s'il avait bénéficié d'une scolarité complète et de qualité, et de conditions de santé optimales. Les principaux facteurs à l'origine de ce score sont le faible taux de survie des enfants de moins de cinq ans, le fort taux de retard de croissance des enfants et la piètre

qualité de l'éducation. La RDC fait partie des pays les moins avancés du monde. Le pays est marqué par des inégalités importantes, avec un coefficient de Gini de 42,1 en 2012.

Malgré une croissance économique notable au cours des dernières années, la RDC est confrontée à des défis importants en matière de réduction de la pauvreté et d'amélioration du niveau de vie de sa population. La pauvreté reste généralisée, avec plus de 61,9 % de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté de 1,90 dollar par jour en 2022. L'économie congolaise est fortement concentrée sur l'extraction et l'exportation de matières premières minérales, ce qui la rend vulnérable à la volatilité des prix des matières premières et limite les possibilités de création d'emplois et de diversification économique. Pour une croissance durable et inclusive, la RDC doit mettre en œuvre des stratégies visant à diversifier son économie, notamment en développant d'autres secteurs tels que l'agriculture, la transformation des produits locaux et le tourisme. Une diversification géographique des partenaires commerciaux est également essentielle pour réduire la dépendance à l'égard de quelques marchés et renforcer la résilience économique. La promotion d'un environnement favorable au secteur privé, notamment en simplifiant les procédures administratives et en améliorant l'accès au financement, est cruciale pour stimuler les investissements et la croissance économique. La promotion d'un environnement favorable au secteur privé, notamment en simplifiant les procédures administratives et en améliorant l'accès au financement, est cruciale pour stimuler les investissements et la croissance économique. En combinant les efforts visant à diversifier l'économie, à promouvoir la transformation locale et à créer un environnement favorable aux entreprises, la RDC peut créer les conditions nécessaires à une croissance économique durable et inclusive qui réduit la pauvreté et améliore le niveau de vie de sa population.

Le développement des principales chaînes de valeur agricoles est crucial pour la diversification économique en RDC, contribuant à la fois à la sécurité alimentaire et à la création d'un cadre macroéconomique sain et durable. Malgré son potentiel agricole inexploité, l'impossibilité de satisfaire la demande intérieure rend la RDC dépendante des importations pour près de 80 % de ses besoins alimentaires, ce qui accentue sa vulnérabilité aux chocs externes et climatiques. L'exemple frappant de l'huile de palme, autrefois produite de manière compétitive et maintenant largement importée, met en évidence la nécessité d'investir dans la transformation et la production domestiques. Le développement des chaînes de valeur agricoles peut dynamiser la croissance économique, créer des emplois et améliorer le niveau de vie des communautés rurales. En exploitant le potentiel agricole inexploité de la RDC, le pays peut réduire sa dépendance aux importations, promouvoir la sécurité alimentaire et créer une économie plus diversifiée et résiliente. En investissant dans les infrastructures, l'accès au financement, la recherche et le développement, l'encadrement et la promotion de la bonne gouvernance, la RDC peut créer un environnement propice au développement durable des chaînes de valeur agricoles et libérer son véritable potentiel agricole.



Graphique 2 : Croissance du PIB par habitant (%) : RDC vs Afrique Sub-Saharienne
 Source : Indicateurs du développement dans le monde

Malgré la reprise de la croissance, la RDC fait face à un défi important en matière de rattrapage économique. Bien que figurant parmi les pays africains subsahariens affichant la croissance la plus rapide, la RDC n'a pas encore retrouvé le niveau de PIB par habitant qu'elle connaissait avant les crises de la fin du 20ème siècle. L'analyse comparative révèle une croissance du PIB par habitant supérieure à la moyenne des pays comparables, mais l'indice de PIB réel de la RDC reste le plus faible, soulignant la nécessité d'un rattrapage plus rapide. Selon le Diagnostic systématique pays (DSP), la forte croissance de la RDC ces dernières années est principalement attribuée à un effet de convergence vers la moyenne mondiale, plutôt qu'à une trajectoire de croissance structurelle susceptible d'entraîner une réduction significative de la pauvreté. Cet effet de rattrapage résulte d'une combinaison de facteurs, notamment le super cycle des prix des matières premières, des politiques économiques saines, des réformes structurelles et une aide étrangère substantielle. Pour rattraper véritablement les autres pays, la RDC doit se concentrer sur des stratégies de croissance à long terme qui vont au-delà de la convergence économique. En promouvant la diversification, la transformation des produits locaux et l'investissement dans le capital humain, la RDC peut créer une base solide pour une croissance inclusive et durable qui améliore le niveau de vie de sa population.

L'accès à l'éducation reste limité en RDC. En 2019, le taux net de scolarisation au primaire est 75,5% et au secondaire, seulement 38,4%. La qualité de l'enseignement est souvent décriée, souffrant d'un manque d'infrastructures adéquates, de matériel pédagogique et d'enseignants qualifiés (Banque Mondiale, 2022).

L'éducation est un élément essentiel du développement d'un pays, et la République Démocratique du Congo ne fait pas exception. L'accès à l'éducation s'est considérablement amélioré au cours des deux dernières décennies, en particulier chez les filles et les plus jeunes. Entre 2000 et 2017, le taux net de scolarisation dans le primaire a augmenté de 50 %, passant de 52 à 78 %. Mais le taux d'achèvement du primaire reste bas (75 %), et la qualité de l'éducation extrêmement faible : on estime que 97 % des enfants de dix ans en RDC sont en situation de pauvreté des apprentissages, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas en mesure de lire et comprendre un texte simple.

Le système éducatif de la République démocratique du Congo a été durement touché par plus de deux décennies de déclin économique, de chaos politique et de guerre. Avec un PIB par habitant d'environ 100\$ en 2002, la RDC figure parmi les pays les plus pauvres du monde. Outre les effets généraux de l'instabilité politique, du chaos économique et des conflits armés, le système éducatif congolais a subi des atteintes directes. Deux épisodes majeurs de pillage par des soldats, en 1991 et 1993, ont entraîné des destructions considérables d'immeubles et d'équipements, dont de nombreuses écoles n'ont jamais pu se remettre. De plus, le mauvais entretien des infrastructures routières a conduit à l'abandon de nombreuses écoles dans les zones rurales de l'intérieur.

L'éducation est un pilier essentiel du développement socio-économique d'un pays. En République Démocratique du Congo, la question de la classe inutile est une réalité préoccupante qui impacte la vie de nombreux jeunes et compromet l'avenir du pays. La classe inutile se caractérise par une situation où des jeunes diplômés se retrouvent sans emploi, faute de compétences adaptées aux besoins du marché du travail. Selon des données récentes, le taux de chômage des jeunes en RDC est estimé à plus de 60%, et le sous-emploi touche près de 80% de la population active.

Toute cette situation a des conséquences désastreuses sur la société congolaise, en alimentant la pauvreté, l'instabilité sociale et en freinant le développement économique du pays.

Cette situation alimente aussi l'émergence d'une « classe inutile », c'est-à-dire d'une frange de la population marginalisée et exclue des processus de développement, faute d'accès à l'éducation et à l'emploi. Ce phénomène contribue à perpétuer un cycle vicieux de pauvreté, de précarité et d'instabilité, freinant durablement les perspectives de progrès social et économique du pays.

Face à ce constat alarmant, il est urgent de mettre en place des mesures efficaces pour renforcer le système éducatif en RDC, afin de prévenir la classe inutile et offrir aux jeunes les compétences nécessaires pour s'insérer dans le monde professionnel. Dans cette optique, des initiatives locales et internationales ont été lancées pour améliorer l'accès à une éducation de qualité et favoriser l'insertion professionnelle des jeunes congolais.

Mais aujourd'hui, le monde connaît une transformation numérique sans précédent, marquée par l'essor fulgurant de l'intelligence artificielle (IA). Cette révolution impacte tous les aspects de nos vies, de la manière dont nous travaillons à la façon dont nous interagissons et consommons. L'IA automatise de nombreuses tâches, modifie les structures industrielles et transforme les services.

La République Démocratique du Congo n'est pas épargnée par cette transformation. Le numérique et l'IA offrent des opportunités immenses pour le développement économique et social du pays. Cependant, la RDC est confrontée à plusieurs défis dans sa transition numérique :

- Faible taux de pénétration d'internet et d'accès aux technologies numériques
- Manque de compétences et de qualifications dans les domaines du numérique et de l'IA
- Infrastructures numériques insuffisantes et inégalement réparties
- Cadre réglementaire incertain et manque d'investissement dans le secteur

L'intelligence artificielle émerge comme une force transformatrice susceptible de remodeler les économies mondiales et d'avoir un impact profond sur les entreprises et les travailleurs. Cette technologie révolutionnaire présente un potentiel considérable pour stimuler la productivité, alimenter la croissance économique et améliorer le niveau de vie, mais elle soulève également des préoccupations concernant les bouleversements liés à l'emploi et l'exacerbation des inégalités.

L'intégration rapide de l'IA dans les activités économiques à travers le monde exige une action rapide de la part des décideurs afin de maximiser les avantages potentiels tout en gérant les risques et en adoucissant les défis potentiels.

Dans une nouvelle analyse, les services du FMI examinent les potentielles répercussions de l'IA sur le marché du travail mondial. De nombreuses études ont annoncé la probabilité de voir des emplois être remplacés par l'IA. Nous savons pourtant que dans de nombreux cas, l'IA devrait être un complément du travail humain. L'analyse du FMI rend compte de ces deux forces.

Les conclusions sont frappantes : près de 40 % des emplois dans le monde sont exposés à l'IA. Là où l'automatisation et les technologies concernaient traditionnellement les tâches répétitives, l'IA se démarque par sa capacité à toucher les emplois hautement qualifiés. Par conséquent, l'IA est à l'origine de risques plus importants pour les pays avancés mais ceux-ci se voient également offrir plus de possibilités d'en exploiter les bienfaits que les pays émergents et les pays en développement.

L'émergence de l'IA soulève des inquiétudes quant à son impact sur le marché du travail, en particulier dans les pays avancés où l'on estime qu'environ 60% des emplois sont potentiellement affectés. Cette analyse suggère que la moitié de ces emplois pourraient

bénéficiaire de l'intégration de l'IA, conduisant à des gains de productivité. Cependant, l'autre moitié pourrait être confrontée à l'automatisation des tâches, entraînant une réduction de la demande de main-d'œuvre, une baisse des salaires et une diminution des embauches. Dans les cas extrêmes, certains de ces emplois pourraient même disparaître.

En revanche, l'exposition à l'IA devrait être moins importante dans les pays émergents et à faible revenu, avec des estimations de 40% et 26% respectivement. Cela suggère que l'impact immédiat de l'IA sur le marché du travail dans ces pays serait moins important. Cependant, le manque d'infrastructures et de main-d'œuvre qualifiée pour exploiter l'IA dans ces pays pourrait exacerber les inégalités entre les pays à long terme.

L'avènement du numérique et de l'IA pourrait donc aggraver la situation de la "classe inutile" en RDC si des mesures adéquates ne sont pas prises. L'automatisation des tâches et la transformation des emplois pourraient rendre une partie de la population encore plus obsolète.

Cependant, le numérique et l'IA offrent également des opportunités pour l'inclusion et l'autonomisation de la "classe inutile". Ces technologies peuvent créer de nouveaux emplois, permettre l'accès à l'éducation et à la formation à distance, et favoriser l'entrepreneuriat.

Ce papier s'attèle à analyser le phénomène de la "classe inutile" sous un angle économique, en mobilisant des théories sur le capital humain, la croissance et le développement. Nous nous intéresserons aux facteurs explicatifs du phénomène (économiques, institutionnels et socioculturels), aux coûts et bénéfices individuels et collectifs de l'inutilité, ainsi qu'aux solutions potentielles et aux recommandations.

1.2. Justification de l'importance de la recherche

L'investissement dans la recherche scientifique revêt une importance cardinale dans le contexte socio-économique complexe de la République Démocratique du Congo, où les défis en matière d'éducation et d'insertion professionnelle constituent des enjeux cruciaux pour prévenir l'émergence d'une « classe inutile ».

En effet, les travaux de recherche, qu'ils s'inscrivent dans les sciences de l'éducation, les sciences économiques ou les sciences sociales, représentent un levier fondamental pour appréhender avec acuité les dynamiques à l'œuvre, identifier les leviers d'action pertinents et concevoir des politiques publiques innovantes et adaptées au contexte congolais. L'activité de recherche permet ainsi de nourrir une compréhension fine des déterminants de la déscolarisation, du chômage des jeunes et de la marginalisation économique, autant de phénomènes qui alimentent le risque d'émergence d'une « classe inutile ».

Au-delà de ces apports analytiques, la recherche joue également un rôle central dans l'expérimentation et l'évaluation de nouvelles approches pédagogiques, de dispositifs de

formation professionnelle ou de programmes d'insertion socio-économique. En élaborant des solutions sur mesure, ancrées dans les réalités du terrain, les travaux de recherche contribuent à renforcer l'efficacité et la pertinence des interventions publiques destinées à prévenir l'exclusion économique et sociale des populations les plus vulnérables.

Enfin, la valorisation de l'activité de recherche revêt une dimension sociétale fondamentale dans le contexte congolais. En nourrissant le débat public, en questionnant les paradigmes établis et en proposant de nouvelles grilles de lecture, elle participe à la construction d'une vision stratégique de long terme, orientée vers un modèle de développement durable, inclusif et résilient. Dans cette perspective, l'investissement dans la recherche constitue un levier essentiel pour façonner les trajectoires d'émancipation et de progrès social des populations congolaises.

Dès lors, la mise en place d'un écosystème de recherche pérenne et ambitieux, bénéficiant d'un financement public et privé adéquat, représente un impératif stratégique pour la République Démocratique du Congo, soucieuse d'asseoir sa compétitivité économique, de promouvoir l'égalité des chances et de prévenir durablement l'émergence d'une « classe inutile ».

1.3. Objectifs de la recherche

L'objectif fondamental de la recherche, dans le contexte socio-économique complexe de la République Démocratique du Congo, est de contribuer à la conception et à la mise en œuvre de solutions innovantes visant à prévenir l'émergence d'une « classe inutile » à travers la promotion de l'éducation et de l'insertion professionnelle des populations.

Sur le plan analytique, les travaux de recherche visent à approfondir la compréhension des dynamiques sociales, économiques et éducatives qui alimentent les phénomènes de déscolarisation, de chômage des jeunes et de marginalisation économique. Cette analyse fine des déterminants constitue un prérequis essentiel pour concevoir des politiques publiques adaptées et des interventions ciblées, susceptibles de rompre efficacement les cycles de pauvreté et d'exclusion.

Sur le plan expérimental, la recherche ambitionne d'identifier, de tester et d'évaluer de nouvelles approches pédagogiques, de dispositifs de formation professionnelle et de programmes d'insertion socio-économique. L'objectif est de développer des solutions ancrées dans les réalités du terrain, répondant aux besoins spécifiques des populations vulnérables et générant un impact durable en termes d'accès à l'éducation, d'employabilité et d'autonomisation économique.

Sur le plan sociétal, les travaux de recherche visent également à nourrir le débat public, à questionner les paradigmes établis et à proposer de nouvelles grilles de lecture des enjeux de développement. Ce faisant, ils contribuent à la construction d'une vision stratégique de long

terme, orientée vers un modèle de progrès social inclusif et résilient, à même de prévenir durablement l'émergence d'une « classe inutile ».

In fine, l'objectif de la recherche dans le contexte congolais est d'éclairer la prise de décision publique, de stimuler l'innovation et de façonner les trajectoires d'émancipation des populations, afin de relever avec succès le défi central de l'éducation et de l'insertion professionnelle, garants de la stabilité sociale et de la compétitivité économique à long terme.

1.4. Méthodologie

La démarche méthodologique adoptée pour cette étude s'articule autour d'une approche pluridisciplinaire, mobilisant les apports croisés des sciences de l'éducation, des sciences économiques et des sciences sociales. Cette approche holistique vise à appréhender la problématique de manière systémique, en prenant en compte les multiples déterminants socio-économiques, éducatifs et institutionnels qui influencent les dynamiques d'exclusion et de marginalisation.

Sur le plan de la collecte de données, l'étude s'appuiera sur une combinaison de méthodes qualitatives et quantitatives. Les investigations de terrain comprendront des entretiens semi-directifs auprès d'un échantillon diversifié d'acteurs clés (décideurs publics, responsables d'établissements scolaires, employeurs, populations vulnérables, etc.), permettant de recueillir des informations riches et nuancées sur les réalités vécues. En parallèle, des analyses statistiques exploiteront les données secondaires issues des enquêtes nationales et des rapports institutionnels, afin de dresser un état des lieux chiffré des phénomènes de déscolarisation, de chômage et de pauvreté.

La rigueur méthodologique et l'ancrage empirique de cette étude constituent des gages de fiabilité et de légitimité, nécessaires pour éclairer efficacement la prise de décision publique et stimuler des changements pérennes en matière d'éducation et d'insertion professionnelle des populations.

2. Cadre théorique

2.1. Origine du concept de la classe inutile

Le concept de la "Classe Inutile" a été développé par l'historien et essayiste Yuval Noah Harari¹. Selon Harari, l'avènement de la révolution de l'Intelligence Artificielle pourrait déclencher la création de ce qu'il appelle la "Classe Inutile" au sein de l'humanité. « Au fur et à mesure que

¹ Yuval Noah Harari est un historien, philosophe et professeur renommé. Il est l'auteur à succès des livres « Sapiens : Une brève histoire de l'humanité » et « Homo Deus : Une brève histoire de l'avenir ». Harari est également actif sur les réseaux sociaux, notamment sur Instagram. Il est né le 24 février 1976 à Kiryat-Ata en Israël et enseigne à l'université hébraïque de Jérusalem

l'intelligence artificielle et la robotique se développent, de plus en plus d'emplois humains deviennent obsolètes. Une nouvelle classe de personnes, 'inutiles' du point de vue économique, est en train d'émerger » (Harari, 2017, p. 288).

L'historien Yuval Noah Harari est l'un des penseurs les plus influents du 21^e siècle lorsqu'il s'agit d'analyser l'impact de l'évolution technologique sur la société. Dans son ouvrage « Homo Deus », Harari émet une prédiction troublante : tout comme l'industrialisation de masse a engendré la création de la classe ouvrière, la révolution de l'IA pourrait donner naissance à une « classe inutile ».

Dans son ouvrage "Sapiens : Une brève histoire de l'humanité", Yuval Harari soutient que la classe inutile est celle des fonctionnaires gouvernementaux, car selon lui, ils auraient perdu une grande partie de leur pertinence et efficacité dans un monde où les services publics peuvent être automatisés et gérés de manière numérique. Dans un futur où l'automatisation et la numérisation sont omniprésentes, Yuval Harari estime que la classe inutile sera celle des ouvriers et travailleurs manuels, dont les tâches pourront être entièrement exécutées par des robots et des machines. Il prévoit ainsi une diminution de l'importance et de la nécessité du travail manuel dans les sociétés modernes.

Selon Harari (2017), l'automatisation croissante des tâches grâce à l'IA pourrait laisser de nombreuses personnes sans emploi et donc sans but dans la société. Il craint que cette évolution ne nécessite la refonte complète de nos systèmes économiques, sociaux et éducatifs, qui devront s'adapter à une nouvelle réalité où de nombreux humains risquent de devenir « inutiles » d'un point de vue économique.

Cette perspective pessimiste soulève cependant des critiques. Certains analystes estiment que Harari sous-estime la capacité d'adaptation des êtres humains face aux changements technologiques. Ils soulignent que par le passé, l'humanité a su se réinventer et trouver de nouvelles formes d'emploi malgré les bouleversements économiques.

Néanmoins, les avertissements de Harari sur les défis sociaux posés par l'IA ne doivent pas être pris à la légère. L'avènement de technologies toujours plus sophistiquées soulève en effet des questions fondamentales sur la place de l'Homme dans un monde dominé par les machines.

Face à ces enjeux cruciaux, il est essentiel que la société dans son ensemble – citoyens, décideurs politiques, entreprises – se saisisse de ces réflexions et entame un dialogue approfondi sur la manière de façonner un avenir où l'Homme conserve sa dignité et son utilité, malgré les transformations induites par l'IA.

Harari (2015) souligne l'importance de la révolution cognitive, qui a eu lieu il y a environ 70.000 ans. Cette révolution a permis aux Homo sapiens de développer des capacités mentales

supérieures par rapport à d'autres espèces animales. Cependant, avec l'avènement de l'IA, cette réinvention pourrait devenir plus ardue.

Harari (2017) prévoit que tout comme l'industrialisation de masse a créé la classe ouvrière, la révolution de l'IA pourrait laisser de nombreuses personnes sans emploi et sans but. Il craint que l'automatisation ne pousse de nombreuses personnes hors du marché du travail et ne nécessite la mise en place de nouveaux systèmes économiques, sociaux et éducatifs. « La perspective d'une société scindée en deux, avec une minorité d'individus 'super-intelligents' et le reste d'une population 'inutile', soulève de graves problèmes éthiques et politiques » (Harari, 2017, p. 289).

Selon Bauman (2004), l'émergence de la « classe inutile » est intimement liée aux transformations socio-économiques induites par la mondialisation et le capitalisme tardif. Dans ce nouveau paradigme, la valeur d'un individu est de plus en plus réduite à sa capacité à produire et à consommer, reléguant au second plan ses autres attributs sociaux et humains.

Comme le souligne Harari (2015), « dans une économie de plus en plus automatisée et numérisée, de nombreux emplois deviennent obsolètes, créant une main-d'œuvre excédentaire qui n'a plus de place dans le système productif ». Cette dynamique touche particulièrement les populations les plus vulnérables, qui peinent à s'adapter aux transformations du marché du travail.

En RDC, la création d'une « classe inutile » peut s'expliquer par des facteurs historiques, politiques et économiques spécifiques. Selon Ndaywel (1998), la colonisation et les conflits armés successifs ont profondément déstructuré le tissu social et économique du pays, laissant de nombreuses communautés dans une situation de grande précarité.

De plus, les politiques économiques néolibérales mises en œuvre depuis les années 1980 ont contribué à fragiliser davantage les populations les plus démunies, les excluant progressivement des circuits économiques formels (Kalemba, 2019). Dès lors, la relégation de ces catégories de la population dans une « classe inutile » représente un défi majeur pour le développement de la RDC.

2.2. Théories sur le développement du capital humain

La théorie du capital humain, formulée par des économistes comme Theodore Schultz et Gary Becker, propose une perspective novatrice sur la croissance économique. Elle postule que les investissements dans l'éducation, la formation, la santé et le bien-être des individus constituent un facteur crucial de l'accroissement de la productivité et des revenus. Ces investissements, qui se traduisent par une accumulation de capital humain, sont aussi importants pour la prospérité économique que l'investissement dans le capital physique.

Schultz, dans son ouvrage « Investment in Human Capital » (1961), a mis en lumière l'importance de l'éducation et de la formation pour la productivité des travailleurs. Il a démontré que l'acquisition de connaissances, de compétences et de capacités spécifiques permet aux individus de s'adapter aux changements technologiques et de saisir de nouvelles opportunités. Becker, dans son livre « Human Capital : A Theoretical and Empirical Analysis with Special Reference to Education » (1964), a élargi la théorie en incluant la santé, l'alimentation et la migration comme des formes d'investissement dans le capital humain. Il a démontré que les individus prennent des décisions d'investissement en fonction des rendements anticipés et des coûts associés.

Les exemples concrets abondent pour illustrer l'impact du capital humain sur la croissance économique. Un programme d'alphabétisation pour les adultes analphabètes peut augmenter leur productivité en leur permettant d'accéder à des emplois mieux rémunérés et de participer plus activement à la vie économique. Une formation professionnelle pour les chômeurs peut les aider à acquérir les compétences nécessaires pour retrouver un emploi et ainsi augmenter leurs revenus. La vaccination des enfants contre des maladies évitables peut améliorer leur santé à long terme et ainsi augmenter leur espérance de vie et leur productivité.

Des auteurs tels que Jacob Mincer et George Psacharopoulos ont contribué à la validation empirique de la théorie du capital humain. Mincer, dans son ouvrage « Schooling, Experience, and Earnings » (1974), a démontré l'impact positif de l'éducation sur les salaires. Psacharopoulos, dans son livre « Returns to Investment in Education : A Global Update » (1994), a confirmé les rendements élevés des investissements dans l'éducation à travers le monde.

La théorie du capital humain a des implications importantes pour les politiques publiques et les décisions individuelles. Les gouvernements peuvent promouvoir la croissance économique en investissant dans l'éducation, la formation et la santé de leurs citoyens. Les individus peuvent également améliorer leur bien-être et leurs perspectives de carrière en investissant dans leur propre capital humain.

2.3. Limites et critiques de ces théories

La théorie du capital humain, développée par des économistes tels que Theodore Schultz et Gary Becker, a profondément marqué l'analyse du développement économique et social. Elle postule que les investissements dans l'éducation, la formation et la santé augmentent la productivité des individus et contribuent à la croissance économique.

Cependant, cette théorie a fait l'objet de critiques importantes, notamment de la part de Joseph Stiglitz et de Pierre Bourdieu. Ces critiques pointent les limites de la théorie et ses implications parfois discutables.

❖ Stiglitz et les limites du capital humain dans le développement

Stiglitz, dans ses travaux sur l'économie du développement, met en avant les limitations du capital humain dans des sociétés marquées par de fortes inégalités et des barrières structurelles à la mobilité sociale. Il souligne l'impact des politiques macroéconomiques, des institutions et de la distribution du pouvoir sur l'accumulation et la rentabilisation du capital humain. Il soutient que la théorie du capital humain, lorsqu'elle est appliquée sans tenir compte de ces facteurs contextuels, risque d'attribuer la responsabilité du sous-développement aux individus plutôt qu'aux structures sociales et économiques qui limitent leurs opportunités.

Stiglitz cite le cas de l'Afrique subsaharienne, où les taux de scolarisation ont augmenté de manière significative, mais où les progrès économiques restent limités. Il attribue cette situation à la faible croissance économique, à la mauvaise gouvernance et à la corruption, qui limitent les possibilités d'emploi et les incitations à investir dans le capital humain.

❖ Bourdieu et la reproduction du capital culturel

Bourdieu (1970), dans son ouvrage « La reproduction », explore le rôle de l'école dans la perpétuation des inégalités sociales. Il met en évidence la reproduction du capital culturel, c'est-à-dire l'ensemble des connaissances et compétences valorisées par l'école et la société, qui tend à favoriser les enfants des classes dominantes. Il critique la théorie du capital humain pour sa conception individualiste de l'apprentissage, ignorant l'influence du milieu social et familial sur les trajectoires scolaires et professionnelles des individus.

Bourdieu montre comment les enfants issus de milieux privilégiés bénéficient d'un capital culturel plus important (connaissance du langage, références culturelles, etc.) qui leur confère un avantage dans le système scolaire. Il souligne que l'école tend à reproduire les inégalités sociales plutôt qu'à les corriger.

3. Importance de l'éducation dans la prévention de la classe inutile

3.1. Analyse du système éducatif congolais

Le système éducatif de la RDC connaît une évolution contrastée. D'un côté, on observe un développement continu, illustré par l'accroissement du nombre d'établissements et d'élèves, même dans un environnement économique difficile marqué par des conflits sporadiques. D'un autre côté, les progrès vers la réalisation de la scolarisation universelle au primaire restent insuffisants.

Malgré des efforts louables, la proportion d'enfants en âge d'aller à l'école primaire et non scolarisés a augmenté au cours de la dernière quinzaine d'années. De plus, l'assiduité scolaire

reste problématique, et les élèves qui parviennent au terme de leur cycle primaire ont souvent des compétences limitées en lecture et écriture. Cet état des lieux reflète un déficit de qualité à tous les niveaux du système, aggravé par l'absence de réformes des programmes et des normes depuis plus de deux décennies, notamment dans l'enseignement secondaire et supérieur.

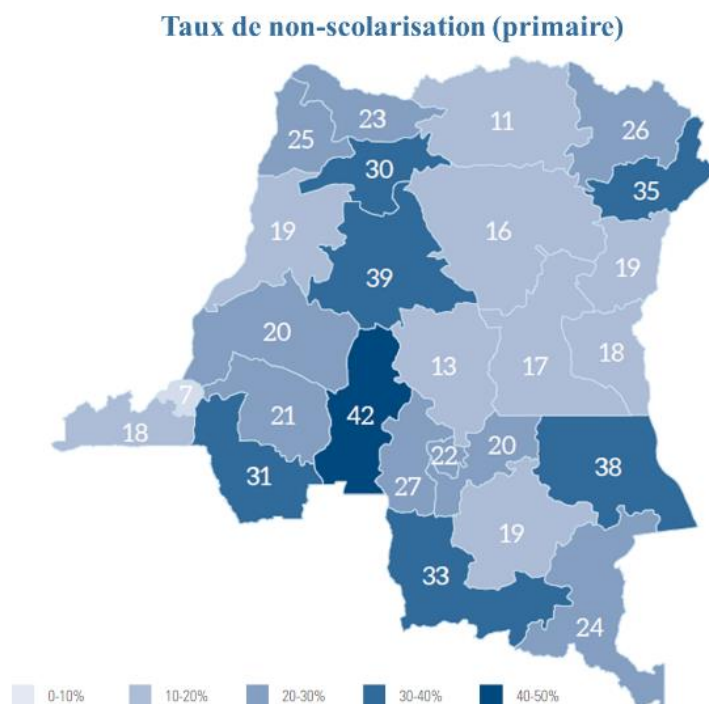


Figure 1 : Cartographie de l'éducation en République Démocratique du Congo : Visualisation des disparités régionales en matière de non-scolarisation au niveau primaire.

L'analyse de ce contexte ambivalent révèle plusieurs obstacles à l'amélioration du système éducatif congolais. Ces obstacles peuvent être classés en trois catégories :

1.. Déficit d'accès et d'inclusion :

- Pauvreté et inégalités économiques : Les familles démunies peinent à couvrir les coûts directs et indirects liés à la scolarisation (frais de scolarité, fournitures, transport).
- Accès limité aux infrastructures : Manque d'écoles et de salles de classes adéquates, particulièrement en zone rurale et dans les quartiers défavorisés des villes.
- Disparités de genre : Persistance des inégalités d'accès à l'éducation pour les filles, notamment en milieu rural.

1.. Déficit de qualité et de pertinence :

- Enseignement inadéquat : Formation insuffisante et manque de ressources didactiques pour les enseignants, programmes d'enseignement non adaptés aux besoins du marché du travail.

- Faible niveau d'apprentissage : Résultats scolaires médiocres, insuffisances en termes de compétences de base et d'acquisition de connaissances.
- Absence de réformes : Programmes d'enseignement et normes pédagogiques obsolètes, nécessitant une adaptation aux réalités socio-économiques actuelles.

1.. Déficit de gouvernance et de financement :

- Gestion inefficace des ressources : Faible budget alloué à l'éducation, affectation et utilisation inefficaces des fonds disponibles.
- Manque de transparence : Corruption et mauvaise gestion dans le secteur éducatif.
- Gouvernance déficiente : Participation limitée des communautés et des acteurs locaux dans la prise de décision.

Pour surmonter ces obstacles et assurer une croissance inclusive, le système éducatif congolais requiert des réformes structurelles ambitieuses. Ces réformes doivent s'articuler autour de trois axes :

1.. Renforcement de l'accès et inclusion :

- Augmentation du financement public de l'éducation, en particulier pour les populations défavorisées.
- Développement des infrastructures scolaires, notamment en zone rurale.
- Promotion de l'égalité des genres et mise en œuvre de programmes spécifiques pour l'accès des filles à l'éducation.

2.. Amélioration de la qualité et la pertinence :

- Renforcement de la formation et de la qualification des enseignants.
- Révision des programmes d'enseignement et des normes pédagogiques pour les adapter aux réalités du marché de l'emploi et aux besoins du développement socio-économique.
- Introduction des technologies de l'information et de la communication dans les écoles.

3.. Renforcement de la gouvernance et du financement :

- Augmentation du budget alloué à l'éducation et amélioration de la gestion des ressources financières.
- Mise en œuvre de mécanismes de transparence et de lutte contre la corruption.
- Implication des communautés et des acteurs locaux dans la prise de décision et la gouvernance du système éducatif.

L'optimisation de ces trois axes est fondamentale pour que le système éducatif congolais contribue effectivement à une croissance inclusive et au développement durable du pays. En effet, l'éducation est un investissement crucial qui non seulement permet de réduire la pauvreté,

mais également de stimuler la croissance économique, de promouvoir la paix sociale et de favoriser l'égalité des chances pour tous.

La répartition inégale de la population congolaise, aggravée par les migrations internes et les mouvements de réfugiés liés aux conflits, pose des défis considérables à l'accès à l'éducation primaire. La faible densité de population dans de nombreuses provinces, souvent inférieure à 5 habitants au km², rend difficile et coûteux d'offrir un accès universel à l'éducation primaire.

Le conflit des dernières années a exacerbé ces disparités. Outre les pertes humaines tragiques, entre 2 et 3 millions de personnes ont été déplacées de l'est du pays, créant un afflux massif de migrants vers la capitale Kinshasa. La population de Kinshasa a ainsi augmenté de façon vertigineuse, atteignant aujourd'hui environ 14% de la population totale du pays (8 millions d'habitants).

Malgré le fait que le financement public de l'éducation se soit effondré dès 1985, le système éducatif congolais a continué à se développer, et ce grâce au financement direct des ménages. En 2002, le pays comptait près de 19 100 écoles primaires avec 159 000 enseignants pour plus de 5,47 millions d'élèves, ainsi que près de 8 000 écoles secondaires avec 108 000 enseignants pour 1,6 million d'élèves. L'enseignement supérieur comprenait environ 326 établissements pour 200 000 étudiants. Le taux de scolarité était de 70 % en milieu urbain et 48 % en milieu rural.

3.2. Rôle de l'éducation dans l'insertion professionnelle des jeunes

L'éducation occupe une place centrale dans le développement économique et social des individus et des nations. En effet, de nombreuses études empiriques ont démontré les bénéfices substantiels d'un meilleur accès à l'éducation, en termes d'employabilité, de revenus et de mobilité sociale. Cette relation positive entre niveau d'éducation et insertion professionnelle s'explique notamment par l'acquisition de compétences valorisées sur le marché du travail.

Cependant, la situation est plus contrastée dans certains pays en développement, à l'instar de la République démocratique du Congo. Malgré les efforts consentis, le système éducatif congolais peine encore à s'adapter aux besoins du marché de l'emploi, générant une inadéquation entre les compétences offertes et celles demandées. Dès lors, il est crucial d'analyser en détail le rôle de l'éducation dans l'insertion professionnelle des jeunes, à l'échelle mondiale et dans le contexte spécifique de la RDC.

Au niveau mondial, les données récentes de l'[OCDE \(2022\)](#) indiquent que les jeunes (25-34 ans) ayant un diplôme de l'enseignement supérieur ont un taux d'emploi significativement plus élevé que ceux n'ayant qu'un diplôme du secondaire ou moins. De plus, leurs salaires moyens sont respectivement supérieurs de 57% et 84% à ceux de ces deux derniers groupes. Comme le souligne [Hanushek & Woessmann \(2015\)](#), « l'éducation n'est pas seulement un droit humain

fondamental, mais aussi un puissant moteur de croissance économique et de réduction de la pauvreté ».

Cette relation positive s'explique par plusieurs mécanismes. Tout d'abord, l'éducation permet d'acquérir des compétences techniques, cognitives et socio-émotionnelles valorisées sur le marché du travail. Elle augmente également la productivité des travailleurs, les rendant plus employables et mieux rémunérés. D'après [Spence \(1973\)](#)., les diplômes servent de signaux positifs aux employeurs, facilitant le processus de recrutement.

En République démocratique du Congo, la situation est malheureusement plus préoccupante. Selon les données de l'[UNESCO \(2021\)](#), seulement 27% des jeunes de 25-34 ans ont atteint l'enseignement supérieur, contre 42% en moyenne en Afrique subsaharienne. De plus, le taux de chômage des jeunes diplômés du supérieur était de 28% en 2020, soit près du double de la moyenne nationale ([PNUD, 2021](#)).

Comme l'explique [Kalembe \(2019\)](#), « le système éducatif congolais peine à s'adapter aux besoins du marché du travail, générant une inadéquation entre les compétences offertes et celles demandées ». En effet, les programmes scolaires sont souvent trop théoriques et déconnectés des réalités économiques. De plus, le manque d'infrastructures, d'équipements et de formation des enseignants limite la qualité de l'enseignement.

Pour remédier à cette situation, des investissements massifs sont nécessaires afin d'améliorer la qualité et la pertinence de l'éducation en RDC. Comme le préconise le rapport de la [Banque mondiale \(2019\)](#), « il faut recentrer les programmes scolaires sur le développement de compétences techniques et socio-émotionnelles, en étroite collaboration avec le secteur privé ». De telles réformes permettraient de mieux préparer les jeunes Congolais à leur insertion professionnelle et de réduire le chômage des diplômés.

3.3. Impact de l'éducation sur le développement socio-économique d'un pays

L'éducation joue un rôle primordial dans la prévention de la classe inutile en RDC. En effet, l'accès à une éducation de qualité est un facteur essentiel pour lutter contre ce phénomène.

Tout d'abord, une éducation solide permet de doter les jeunes des compétences et connaissances nécessaires pour s'insérer de manière productive dans la société. Comme le souligne l'économiste [Coulibaly \(2018\)](#)., « Une éducation de qualité offre aux individus les outils pour devenir des citoyens responsables et autonomes, capables de prendre en main leur avenir et de contribuer au développement de leur communauté. ». Ainsi, l'école joue un rôle clé pour éviter que les jeunes ne se retrouvent marginalisés et sans perspectives d'avenir, ce qui les pousserait vers l'oisiveté et la délinquance.

De plus, l'éducation permet de sensibiliser les populations aux enjeux du développement et de la construction d'une société plus juste. Comme l'explique la sociologue [Ndaya \(2020\)](#), « Une éducation citoyenne inculque aux élèves les valeurs de solidarité, de responsabilité et d'engagement. Cela les amène à mieux comprendre leur rôle dans la transformation de leur environnement. ». Ainsi, l'école devient un lieu d'apprentissage, mais aussi de prise de conscience collective, essentielle pour lutter contre les inégalités et promouvoir une société plus équitable.

Enfin, l'éducation joue un rôle déterminant dans l'autonomisation des individus, en particulier des groupes les plus vulnérables comme les femmes. Comme le souligne le rapport de l'UNICEF, « Lorsque les filles ont accès à une éducation de qualité, elles développent leur estime de soi, leurs capacités de décision et leur participation à la vie publique, ce qui les prémunit contre les risques de marginalisation. » ([UNICEF, 2019](#)). Une éducation inclusive et égalitaire est donc un levier majeur pour permettre à tous les citoyens de s'épanouir et de contribuer activement au développement de leur communauté.

3.4. Obstacles à l'accès à une éducation de qualité en RDC

Dans le contexte socio-économique complexe de la République Démocratique du Congo, de nombreux défis structurels entravent l'accès équitable et la qualité de l'offre éducative pour les populations. Ces obstacles multidimensionnels, ancrés dans les réalités historiques, politiques et sociales du pays, constituent autant de freins à la réalisation du droit fondamental à l'éducation.

Sur le plan économique, la pauvreté généralisée des ménages constitue un obstacle majeur à la scolarisation. Selon les données de l'Institut National de la Statistique (INS), près de 73% de la population congolaise vit en-dessous du seuil de pauvreté ([INS, 2018](#)). Dans ce contexte de précarité, les coûts de la scolarité (frais de scolarité, fournitures, transport, etc.) deviennent prohibitifs pour de nombreuses familles. Comme le souligne [Ndaywel \(2009\)](#), « les parents sont souvent dans l'incapacité de payer les frais scolaires, ce qui pousse de nombreux enfants à abandonner prématurément leurs études ». Cette situation alimente les inégalités d'accès à l'éducation, les enfants issus des milieux les plus modestes étant les plus touchés par les phénomènes de déscolarisation.

Enfants en dehors de l'école par province

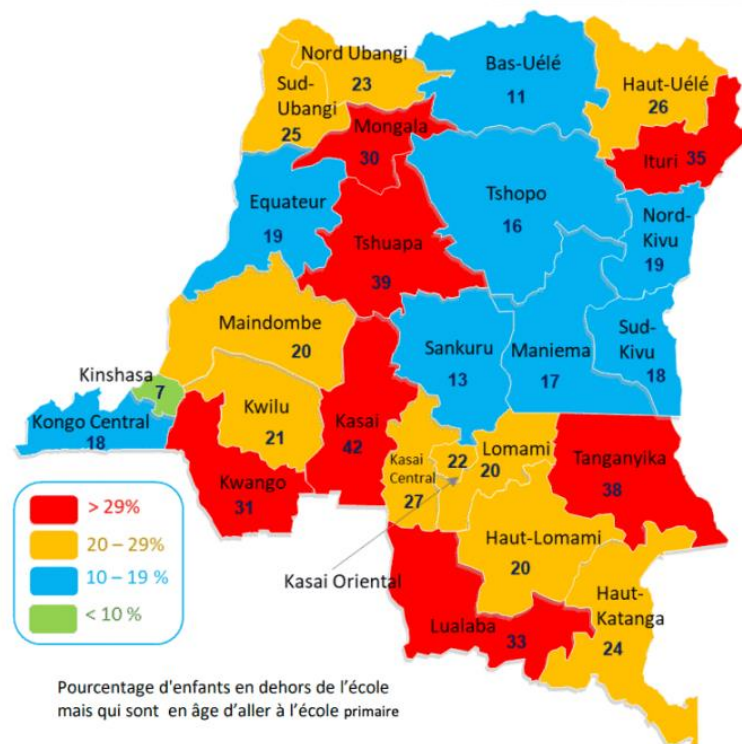


Figure 2 : Carte détaillée de la République Démocratique du Congo illustrant le pourcentage d'enfants en âge d'aller à l'école primaire mais qui sont hors du système scolaire dans chaque province. Les couleurs varient du vert (moins de 10%) au rouge (30 à 39%), mettant en évidence les défis éducatifs auxquels chaque région est confrontée.

Par ailleurs, la faiblesse des budgets alloués à l'éducation par l'État congolais constitue un frein structurel à l'amélioration de l'offre et de la qualité des services éducatifs. Comme le souligne un rapport de l'UNESCO, « la part du budget de l'État consacrée à l'éducation en RDC n'a représenté que 13% en 2018, loin de l'objectif de 20% recommandé par la communauté internationale » (UNESCO, 2020). Ce sous-investissement chronique dans le secteur éducatif se traduit par des carences flagrantes en termes d'infrastructures, d'équipements et de formations des enseignants.

Sur le plan infrastructurel, le manque criant d'établissements scolaires et leur répartition inéquitable sur le territoire constituent de sérieuses entraves à la scolarisation, en particulier dans les zones rurales et enclavées. Selon les chiffres du ministère de l'EPST, seuls 36% des villages congolais disposent d'une école primaire à moins de 5 km (MEPST, 2019). Cette pénurie d'infrastructures de base, associée à des conditions d'apprentissage déplorables (sureffectifs, manque d'eau, d'électricité, etc.), fragilise considérablement la fréquentation et la rétention scolaires.

Sur le plan pédagogique, la formation et la motivation insuffisante des enseignants, ainsi que le manque criant de matériel didactique, compromettent gravement la qualité des apprentissages. Comme le souligne [Kakoma \(2015\)](#), « près de la moitié des enseignants congolais n'ont pas reçu de formation initiale adéquate et manquent cruellement de soutien pédagogique ». Cette situation est exacerbée par la faiblesse des investissements dans la formation continue et la revalorisation du corps enseignant, pourtant essentiels à la dispensation d'un enseignement de qualité.

Enfin, sur le plan institutionnel, la faiblesse des capacités de pilotage et de gouvernance du système éducatif, ainsi que les lourdeurs bureaucratiques, limitent la mise en œuvre effective des réformes éducatives et la réactivité du secteur face aux besoins évolutifs des populations. Cette défaillance des mécanismes de régulation et de suivi entrave durablement les efforts de modernisation et d'amélioration de la qualité de l'éducation.

A cela nous pouvons ajouter aussi :

- Ressources financières limitées : Le gouvernement de la RDC a des ressources financières limitées pour financer le secteur de l'éducation. Cela a conduit à une situation où l'accès à l'école demeure encore un luxe. Les parents sont souvent obligés de financer l'éducation de leurs enfants, ce qui accentue les inégalités et les exclusions.
- Pénurie d'enseignants qualifiés : La RDC fait face à une pénurie d'enseignants qualifiés. De plus, le métier d'enseignant est peu valorisé, ce qui peut dissuader les individus qualifiés de choisir cette profession.
- Infrastructures insuffisantes : De nombreuses écoles en RDC manquent d'infrastructures de base telles que des salles de classe adéquates, des fournitures scolaires et des équipements éducatifs. Cela compromet l'environnement d'apprentissage et peut avoir un impact négatif sur la qualité de l'éducation.
- Conflits armés : Les conflits armés dans certaines régions du pays constituent également des défis majeurs. Ces conflits peuvent perturber l'accès à l'éducation et entraîner des décrochages scolaires.
- Corruption : La corruption à l'école est un autre obstacle majeur à l'accès à une éducation de qualité en RDC. Elle peut prendre diverses formes, allant de la marchandisation de l'éducation à la corruption directe.
- Classes pléthoriques : L'existence de classes pléthoriques est un autre défi lié à la qualité de l'éducation. Cela peut rendre l'enseignement et l'apprentissage plus difficiles et affecter la qualité de l'éducation.

Face à ces défis pluriels, une approche systémique et intégrée s'avère nécessaire pour lever les principaux obstacles et garantir un accès équitable à une éducation de qualité, levier essentiel du développement durable et de la justice sociale en République Démocratique du Congo.

Ces obstacles nécessitent une attention particulière et des efforts concertés de la part du gouvernement, des organisations internationales et des parties prenantes locales pour améliorer l'accès à une éducation de qualité en RDC. Des politiques éducatives efficaces, un financement adéquat, la formation des enseignants, l'amélioration des infrastructures et la lutte contre la corruption sont autant de mesures qui peuvent contribuer à surmonter ces obstacles.

4. Discussion sur les causes de l'émergence de la classe inutile

Dans la littérature, plusieurs raisons sont la cause de l'émergence d'une classe inutile en République Démocratique du Congo notamment : (i) un système éducatif archaïque et non-inclusif, (ii) la corruption endémique à tous les coins de l'état, (iii) la mauvaise gouvernance et l'autoritarisme, (iv) les conflits armés et les troubles, (v) une trappe de la pauvreté entretenue, (vi) les divisions pour des questions de religion et d'ethnicité, (vii) les dépendances économiques.

Les éléments sus énumérés peuvent être résumés en trois grandes causes fortement corrélées entre-elles : (1) L'héritage colonial belge ; (2) la faillite de l'état et (3) la culture entretenue de la pauvreté.

4.1. L'Héritage Colonial Belge : Une Empreinte Indélébile sur la Société Congolaise

Le colonialisme belge en République Démocratique du Congo a laissé une empreinte indélébile sur la structure socio-économique de la RDC. La période coloniale, caractérisée par l'exploitation et l'extraction des ressources, a créé un système économique dépendant des exportations de matières premières, négligeant le développement d'une économie locale diversifiée et résiliente. La politique d'assimilation et de centralisation administrative a également contribué à l'affaiblissement des structures traditionnelles de gouvernance, laissant un vide au moment de l'indépendance favorisant l'émergence d'une élite locale collaboratrice, mais largement déconnectée des réalités du pays.

Sur le plan social, la colonisation belge a profondément bouleversé les structures traditionnelles congolaises. Selon le sociologue [Balandier \(1955\)](#), "les Belges ont systématiquement démantelé les autorités coutumières, les remplaçant par une administration coloniale centralisée et étrangère aux réalités locales". Cette rupture a engendré un affaiblissement des solidarités communautaires et a favorisé la formation d'une élite urbaine déconnectée des masses rurales.

La domination coloniale a également laissé une empreinte durable sur les mentalités congolaises. Comme le souligne le philosophe [Mudimbe \(1988\)](#), "le système colonial a imprégné les colonisés d'un sentiment d'infériorité, les poussant à intérioriser les normes et valeurs du colonisateur". Cette dynamique a contribué à l'émergence d'une "classe dirigeante" déconnectée

du développement du pays et repliée sur des logiques de prédation et de consommation ostentatoire.

La politique coloniale belge en matière d'éducation peut être résumée comme suit, tout particulièrement pour la première moitié du XXe siècle : (1) La politique coloniale belge en matière d'éducation peut être résumée comme suit, tout particulièrement pour la première moitié du XXe siècle : Soutien à l'expansion des écoles catholiques. ; (2) Intérêt principalement pour l'enseignement primaire, avec un accent mis davantage sur la formation morale que sur l'acquisition de connaissances. ; (3) Utilisation préférentielle des langues locales plutôt que du français ou du néerlandais. ; (4) Approche pédagogique hautement paternaliste, avec une action unilatérale de la Belgique dans l'organisation concrète des écoles ; (5) Absence de voix africaine dans ce processus.

Avant la Seconde Guerre mondiale, l'émancipation n'était clairement pas à l'ordre du jour dans la colonie. Ce n'est que dans les années 1950 que l'on a observé quelques légers changements, comme le développement prudent d'un réseau d'éducation publique et l'ouverture d'un enseignement universitaire.



Figure 3 : Interactions coloniales : Les enfants indigènes ont l'air heureux dans une *Œuvres catholiques d'assistance en Belgique et aux missions*



Figure 4: Pas des femmes congolaises à Lovanium : « Groupe des étudiants de l'année académique (1956-1957) », dans *Université Lovanium de Léopoldville. Année académique 1956-1957*, Louvain, Imp. Symons, 1957, p. 14.

4.1.1. Une éducation coloniale dominée par les missions catholiques

La position centrale acquise par les missions catholiques au Congo était étroitement liée à l'association entre éducation et évangélisation. Dans sa politique de colonisation de l'Afrique centrale à des fins économiques pour la Belgique, l'État indépendant du Congo (1885-1908) souhaitait former une main-d'œuvre auxiliaire, mais à moindre coût. Cette approche est restée une constante de la politique scolaire belge au Congo, expliquant le recours massif aux missionnaires par Léopold II.

La convention de 1906 entre le Saint-Siège et l'État indépendant du Congo prévoyait un traitement préférentiel pour les missions catholiques dans le secteur éducatif, en échange de la création d'écoles suivant les principes définis par l'État.

Les préjugés sur les capacités intellectuelles et la nature "paresseuse" des Africains ont également justifié une politique éducative inégalitaire, considérant la "civilisation" chrétienne comme supérieure à la culture africaine.

Ainsi, lorsque le Congo est devenu une colonie belge après 1908, les programmes d'enseignement se sont concentrés sur le travail manuel et l'agriculture, dans une optique de fournir une main-d'œuvre pour les opérations commerciales coloniales.

Le discours triomphaliste de la colonisation a longtemps vu les missionnaires comme porteurs de lumière et de modernité dans les "ténèbres" du continent africain, attribuant à la culture occidentale une suprématie incontestée.

4.1.2. Une éducation volontairement restreinte

Malgré les efforts de la colonisation, le retard de développement des Congolais n'a pas été rapidement résorbé par les initiatives éducatives des colons. Le projet colonial et missionnaire s'est plutôt axé sur une introduction "adaptée" aux compétences culturelles élémentaires (lecture, écriture, calcul), reléguant l'acquisition de connaissances au second plan au profit de la moralisation.

Conformément à cette approche pédagogique, l'expansion de l'enseignement primaire est restée limitée : durant l'entre-deux-guerres, le système éducatif se caractérisait par un accent mis sur la production agricole plutôt que sur les notions théoriques.

Ce n'est qu'en 1948 qu'une distinction a été établie entre l'éducation de masse et celle d'une "élite" potentielle, destinée à former des cadres intermédiaires pour répondre aux exigences du marché du travail, axée davantage sur un enseignement technique et professionnel que sur une formation généraliste.

Sous le régime colonial, seul le besoin de "forces auxiliaires" était envisagé, les postes clés restant aux mains des Belges. La perspective paternaliste des colons ne permettait pas de préparer les "évolués" à l'indépendance, les maintenant dans un statut subalterne.

De même, l'enseignement des langues européennes a longtemps été considéré comme inutile, les langues locales restant privilégiées dans l'enseignement dans les zones rurales (tshiluba, lingala, kikongo et swahili).

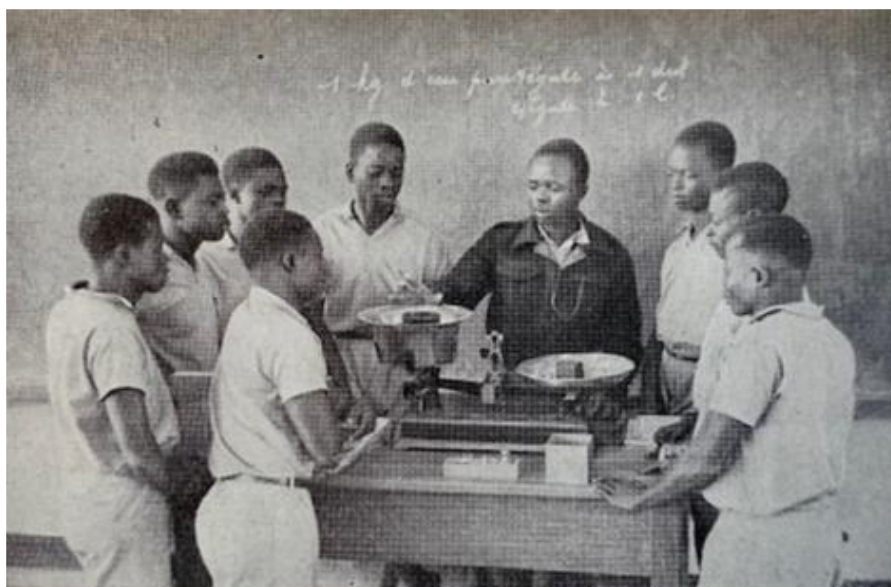


Figure 5 : La langue indigène utilisée dans les premières années ne se prête pas à l'enseignement des notions à acquérir ultérieurement et, au cours des études, elle est progressivement remplacée par le français », dans *Union minière du Haut-Katanga. Monographie 1950*, s.l., 1950, p. 74.

4.1.3. L'après-guerre : des transformations limitées

En 1948, un projet d'enseignement public se développe finalement, sous la pression des demandes de réforme des militants africains. Une lutte scolaire, idéologique et financière oppose ces nouvelles écoles, en plein essor, et les écoles confessionnelles. Au cours de la seconde moitié des années 1950, les missions parviennent toutefois à sauvegarder leurs intérêts. Entre 1954 et 1957, la population scolaire congolaise augmente de plus de la moitié, bien que la part de l'enseignement public reste très limitée. En 1958, 3 % de la population du primaire fréquente les écoles officielles contre 14 % dans l'enseignement secondaire (et même plus de 40 % dans l'enseignement professionnel). Pourtant, dans les lycées où le programme belge est suivi, pas plus de 5 % des élèves sont congolais, sans compter que les possibilités de passage vers l'enseignement universitaire sont également destinées aux enfants des coloniaux. En première année universitaire (1954-1955), le campus de l'université catholique de Lovanium compte à peine 33 étudiants, dont seulement 11 congolais.

Quant à l'université officielle du Congo belge (et du Rwanda-Urundi), elle n'est créée qu'en 1956 à Élisabethville. En 1960, 0,1 % seulement de la population scolaire congolaise est inscrite dans l'enseignement supérieur. C'est quatre fois moins que la proportion d'alors pour toute l'Afrique (0,4 %) et trente fois moins que pour le monde entier (3 %). De plus, les filles congolaises n'ont pas encore accès aux universités. Leur part dans l'ensemble de la population scolaire n'excède pas 20 % et leur formation reste centrée sur des professions dites féminines : infirmières, enseignantes ou religieuses. Au milieu des années 1950, ces secteurs sont conformes à l'image idéale des femmes pour les pays colonisateurs.

La lutte pour l'indépendance de la République Démocratique du Congo a longtemps été perçue comme un mouvement unitaire contre le colonialisme belge. Cependant, après l'indépendance, les différents groupes sociaux qui avaient uni leurs forces se sont retrouvés en conflit, chacun cherchant à défendre ses propres intérêts. Les élites éduquées, qui s'étaient présentées comme les porte-parole du peuple, ont rapidement déçu les attentes des masses en ne tenant pas leurs promesses d'amélioration des conditions de vie. Ce phénomène a donné naissance à une "classe inutile", composée d'individus déconnectée des réalités du terrain, qui n'apportent pas de véritable contribution à la société mais qui cherchent néanmoins à s'accaparer le pouvoir et les ressources (Nzongola, 1970). Cette classe dirigeante a rapidement développé des comportements de prédation et de redistribution clientéliste, au détriment du développement national".

Le nouvel État indépendant a maintenu un modèle de développement extraverti, tourné principalement vers l'exportation des matières premières. Comme le souligne Obenga (1982), "la structure productive du Congo post-colonial est restée largement similaire à celle de l'ère coloniale, avec une faible diversification et une dépendance accrue aux fluctuations des cours

mondiaux". Cette dynamique a entravé l'émergence d'une classe d'entrepreneurs nationaux capables d'impulser une croissance endogène.

La période post-coloniale a également été marquée par une crise identitaire et par la persistance d'un sentiment d'infériorité hérité de la domination coloniale. Comme le souligne le philosophe [Mudimbe \(1988\)](#), "les élites congolaises ont eu du mal à se défaire des schèmes de pensée colonial, perpétuant ainsi une vision déformée de leur propre réalité". Cette dynamique a contribué à la consolidation d'une classe dirigeante déconnectée des aspirations populaires et enfermée dans des logiques de pouvoir stériles.

À son accession à l'indépendance en 1960, le taux de scolarisation du Congo le place au sixième rang des pays africains pour le niveau primaire, et à la douzième place pour le secondaire – sans parler de son enseignement universitaire, qui reste chétif. En effet, malgré la volonté des colonisateurs de maquiller le bilan de l'éducation coloniale mise en place, le taux d'analphabétisme est estimé à 60-65 %. Si les statistiques sont difficiles à interpréter, notamment du fait de la collecte aléatoire des données dans un pays si vaste, il est certain que les efforts de la Belgique se sont exclusivement concentrés sur le développement de l'enseignement élémentaire.

L'ambition de la politique coloniale consiste en effet davantage à maintenir l'ordre social et politique qu'à former des élites éduquées.

4.2. L'État Failli et l'Émergence d'une Classe Inutile en RDC

La notion d'État failli est centrale pour comprendre les dynamiques sociales, éducatives et économiques qui ont conduit à l'émergence d'une classe dite « inutile » en République démocratique du Congo. Un état failli se caractérise par une incapacité chronique à fournir des services publics de base, à maintenir l'ordre public et à garantir la sécurité de ses citoyens. Cette situation a des répercussions profondes sur la structure sociale, le système éducatif et l'économie du pays.

Un État fragile, marqué par une absence de démocratie, une mauvaise gouvernance et une baisse des revenus inégalement répartis, court un risque élevé de déclencher une guerre civile avec une partie de sa population appauvrie et lésée. Dans le cas de la République Démocratique du Congo (RDC), les longues années de déliquescence de l'État, causées par l'instabilité politique et les conflits armés qui se sont étendus sur de larges portions du territoire national, ont favorisé l'émergence d'un État faible, voire despotique, dont l'économie souffre de la désorganisation des institutions politiques. ([Biyevanga, 2023](#)).

Dans leur ouvrage « *Why Nations Fail* », [Acemoglu et Robinson \(2013\)](#) soutient que les institutions politiques et économiques extractives sont au cœur des échecs des États. En RDC, l'absence d'institutions inclut un conduit à une concentration du pouvoir entre les mains d'une

élite restreinte, souvent corrompue et inefficace. Cette élite utilise les ressources nationales pour son propre bénéfice plutôt que pour le développement collectif. Les institutions extractives créent un environnement où l'accès à l'éducation et aux opportunités économiques est limité pour la majorité de la population. Cela engendre une classe sociale qui n'a pas les moyens ni les compétences nécessaires pour participer activement à l'économie formelle. Les jeunes, en particulier, se retrouvent sans emploi ou sous-employés, contribuant ainsi à une classe inutile qui survit grâce à des activités informelles ou illégales.

[Mudimbe \(1988\)](#), dans ses travaux sur la postcolonialité africaine, a mis en lumière comment les structures coloniales ont façonné les dynamiques sociales et économiques actuelles en RDC. Le système éducatif hérité du colonialisme belge était conçu pour produire une main-d'œuvre subalterne plutôt qu'une élite intellectuelle capable de diriger le pays après l'indépendance. Cette continuité postcoloniale a perpétué un système éducatif inadapté aux besoins contemporains du marché du travail congolais. Les programmes scolaires obsolètes et le manque d'investissement dans l'éducation ont laissé une grande partie de la population sans qualifications pertinentes. En conséquence, une large frange de la société se retrouve exclue des secteurs productifs modernes, renforçant ainsi l'émergence d'une classe inutile.

Sur le plan éducatif, Yuval Noah Harari a rencontré en avant l'importance cruciale de l'éducation dans la formation du capital humain nécessaire pour participer activement à une économie moderne. En RDC, cependant, le système éducatif est gravement déficient en raison des conflits successifs et de la forte croissance démographique. Malgré les efforts pour instaurer un enseignement primaire gratuit et obligatoire, les infrastructures scolaires sont insuffisantes et mal équipées. Le faible taux de scolarisation (4,2 % pour les enfants de 3-5 ans en 2014) illustre bien cette crise éducative. De plus, la qualité de l'enseignement est compromise par un manque chronique de ressources financières et humaines. Les jeunes diplômés se retrouvent souvent sans compétences adéquates pour répondre aux besoins du marché du travail formel, ce qui alimente encore davantage la classe inutile.

D'un point de vue historique, l'effondrement des capacités étatiques en RDC, notamment lors des différentes crises politiques et conflits armés, a accentué le fossé entre une élite privilégiée et des masses populaires en situation de grande précarité. [Nzongola-Ntalaja \(2002\)](#) propose une analyse historique et politique approfondie des crises récurrentes en RDC dans son ouvrage « Le Congo : De Léopold à Kabila ». Il souligne que l'instabilité politique chronique et les conflits armés ont constamment sapé les efforts de développement économique et social. L'insécurité persistante a entraîné des déplacements de massifs de populations et la destruction des infrastructures éducatives et économiques. Les enfants déplacés par le conflit sont souvent privés d'accès à l'éducation formelle, ce qui compromet leur avenir professionnel. De plus, les ressources publiques sont détournées vers des dépenses militaires au détriment des investissements sociaux essentiels comme l'éducation et la santé. Cette situation crée un cercle

vicieux où la violence engendre davantage de pauvreté et d'exclusion sociale, alimentant ainsi la croissance d'une classe inutile composée principalement de jeunes sans perspectives économiques viables.

La persistance d'un État faible et prédateur a contribué à saper la légitimité des institutions et à alimenter un sentiment de défiance et de résignation au sein de la population. Selon [Mudimbe \(1988\)](#), "la faillite de l'État congolais a engendré une crise profonde des repères identitaires, poussant une partie des élites à se replier sur des logiques particularistes.

4.3. Le syndrome de développement du pauvre

4.3.1. Définition

Le syndrome de développement du pauvre, également connu sous le nom de « culture de la pauvreté » ou « trappe à la pauvreté », est un concept soulève de nombreux débats dans la littérature en économie du développement. Il désigne un état de fait dans lequel la pauvreté engendre des conditions qui perpétuent la pauvreté, créant ainsi un cercle vicieux difficile à briser.

Cette théorie stipule que les populations vivant dans la précarité développeraient progressivement, dans l'inconscient collectif, un ensemble de caractéristiques, de valeurs et de comportements qui les empêcheraient de sortir durablement de leur situation de pauvreté. Les individus victimes de cette trappe préfèrent inconsciemment se satisfaire du sous-standard comme si le développement en soi avait quelque chose de méprisable.

Bien que controversée, cette notion mérite d'être examinée avec soin, notamment dans le contexte particulier de la République démocratique du Congo (RDC), où les défis du développement socio-économique restent considérables.

Selon [Banerjee & Duflo \(2011\)](#), les individus en situation de pauvreté extrême font face à de multiples privations interdépendantes – en termes de santé, d'éducation, de revenus, d'actifs, etc. – qui se renforcent mutuellement, entravant durablement leurs perspectives de développement. Par exemple, un faible niveau d'éducation limite les opportunités d'emploi et de revenu, ce qui à son tour restreint l'accès aux soins de santé et à une alimentation adéquate, compromettant ainsi le développement cognitif des enfants.

[Nurkse \(1953\)](#) fut l'un des premiers économistes à formaliser théoriquement ce concept, en montrant comment la faiblesse de l'épargne et de l'investissement dans les pays pauvres génère un « cercle vicieux de la pauvreté ». Plus récemment, [Sachs \(2005\)](#) a mis l'accent sur l'importance des « trappes géographiques » liées aux conditions environnementales défavorables, tandis que [Bowles & al. \(2006\)](#) ont souligné le rôle des institutions et des normes sociales dans la perpétuation de la pauvreté.

De nombreuses études empiriques ont corroboré l'existence du syndrome de développement du pauvre. Par exemple, [Banerjee & al. \(2015\)](#) ont montré que des interventions visant simultanément l'éducation, la santé et les moyens de subsistance permettaient de briser plus efficacement le cercle vicieux de la pauvreté en Inde. De même, [Kraay & McKenzie \(2014\)](#) ont mis en évidence l'existence de « trappes à la pauvreté » dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne.

Bien que le débat persiste sur les mécanismes exacts à l'œuvre et sur les meilleures stratégies pour y remédier, le syndrome de développement du pauvre est désormais largement reconnu comme un obstacle majeur au développement économique des pays les plus pauvres. Son étude approfondie demeure donc une priorité pour les économistes du développement.

Selon les tenants de cette théorie, les personnes vivant dans la pauvreté développeraient progressivement un ensemble de caractéristiques qui les maintiendraient dans une situation de précarité. Parmi ces traits, on peut notamment citer :

- Un manque de motivation et d'ambition pour améliorer leur situation
- Un fatalisme et un sentiment d'impuissance face aux difficultés rencontrées
- Un rejet ou une méfiance vis-à-vis des institutions et des normes de la société dominante
- Des comportements à court terme, avec une faible épargne et une propension à la consommation immédiate
- Un manque d'investissement dans l'éducation et la formation, considérées comme peu rentables
- Des pratiques familiales et communautaires favorisant la reproduction intergénérationnelle de la pauvreté

Ces caractéristiques seraient façonnées par les conditions de vie précaires et les expériences répétées d'exclusion et de discrimination vécues par ces populations. Elles constitueraient ainsi un véritable obstacle à leur mobilité sociale ascendante.

4.3.2. Le piège du syndrome de développement du pauvre et la création d'une « classe inutile »

Selon certains auteurs, le concept de « syndrome de développement du pauvre » peut contribuer à la création d'une véritable « classe inutile » au sein de la société. En effet, en attribuant la responsabilité de la pauvreté aux individus eux-mêmes plutôt qu'aux structures sociales, économiques et politiques, ce syndrome risque de légitimer des politiques paternalistes, stigmatisantes et excluantes envers les populations les plus vulnérables.

Comme le souligne [Bauman \(2004\)](#), « la 'classe inutile' est constituée de ces individus qui, aux yeux de la société, ne remplissent aucune fonction économique ou sociale, et sont donc perçus

comme un fardeau ». En RDC, où le taux de pauvreté extrême atteint près de 73% de la population ([Banque mondiale, 2019](#)), ce phénomène peut prendre une ampleur considérable.

Selon [Paugam \(2005\)](#), « la relégation de certaines catégories de la population dans une ‘classe inutile’ s’accompagne souvent d’un processus de disqualification sociale, qui les éloigne progressivement des sphères de la participation citoyenne et de l’intégration économique ». Ce mécanisme de marginalisation peut alors engendrer un cercle vicieux de pauvreté, de résignation et de défiance envers les institutions.

4.3.3. L’exemple de la « culture de la débrouille » en RDC

La République Démocratique du Congo est l’un des pays les plus pauvres au monde, confronté à de multiples défis économiques et sociaux. Dans ce contexte de grande précarité, la population congolaise a développé une véritable « culture de la débrouille », soit la capacité à mobiliser des ressources et des savoir-faire informels pour subvenir à ses besoins essentiels

Selon [Ayimpam \(2014\)](#), cette culture de la débrouille s’appuie sur des « économies populaires », c’est-à-dire un ensemble d’activités informelles, flexibles et diversifiées, qui permettent aux ménages les plus vulnérables de générer des revenus et d’accéder à des biens de première nécessité. Par exemple, le « système D » - terme consacré pour désigner les multiples stratégies de débrouillardise – se traduit par le commerce ambulancier, les petits métiers, l’auto-construction, le troc, etc.

Dans le contexte spécifique de la RDC, [Ndaywel \(1998\)](#) a mis en lumière l’émergence d’une « culture de la débrouille », caractérisée par des stratégies de survie informelles et précaires développées par les populations les plus démunies. Selon cet auteur, cette dynamique « s’apparente à une forme de résistance face à l’incapacité des institutions étatiques à assurer un minimum de protection sociale et d’opportunités économiques ».

De nombreux auteurs soulignent le rôle central joué par les réseaux sociaux et familiaux dans ces pratiques de débrouille. Comme l’explique [Trefon \(2009\)](#), « la survie en RDC repose sur la capacité à mobiliser des réseaux de solidarité et d’entraide, qui permettent de contourner les défaillances des institutions publiques ». Ainsi, le partage de ressources, l’accès à l’information ou l’entraide mutuelle constituent des atouts majeurs dans un environnement économique très instable.



Ingéniosité urbaine : Quand la rue devient atelier, chaque geste compte pour transformer peu en assez.

Source : [La débrouille à Kinshasa : une affaire de créativité - Capsud.net - Une information riche et complète sur la RD Congo](#)

Cependant, la « culture de la débrouille » risque également de contribuer à la relégation de ces populations dans une « classe inutile », en les confinant dans des activités marginales et peu valorisées socialement. Comme le souligne [Kalemba \(2019\)](#), « l’informalité et la précarité deviennent alors les seules options possibles pour de nombreux Congolais, les excluant davantage des circuits économiques formels et des processus de développement ».

Si cette culture de la débrouille témoigne d’une grande résilience de la population congolaise, elle n’en demeure pas moins le symptôme d’un État défaillant, incapable de garantir les conditions d’un développement économique et social durable. Comme le souligne [Bazabana \(2016\)](#), « la débrouille devient la norme lorsque les institutions publiques n’assurent plus leurs missions régaliennes ».

4.3.4. Vers une approche inclusive et habilitante du développement en RDC

Face à ces écueils, il est crucial d’adopter une vision plus inclusive et habilitante du développement en RDC. Comme le recommande la [Banque mondiale \(2018\)](#), « les politiques publiques doivent s’attaquer aux causes structurelles de l’exclusion sociale et économique, en renforçant l’accès à l’éducation, à la santé, à l’emploi et aux services publics de base ».

Dans cette perspective, il convient également de valoriser les aspirations, les ressources et les initiatives des populations pauvres elles-mêmes, tout en les considérant comme des acteurs à part entière du développement, plutôt que comme de simples « assistés » passifs ([Narayan & al., 2000](#)). Seule une telle approche holistique permettra de briser le cycle de la pauvreté et de l’exclusion, évitant ainsi la création d’une « classe inutile » condamnée à la marginalité.

En définitive, le piège du « syndrome de développement du pauvre » en RDC risque de contribuer à la création d'une véritable « classe inutile », reléguée dans les marges de la société et exclue des processus de développement. Pour éviter ce scénario, il est crucial d'adopter une vision plus inclusive et habilitante des politiques publiques, s'attaquant aux causes structurelles de la pauvreté et valorisant le rôle actif des populations vulnérables. Seule une telle approche permettra de construire une société plus juste et équitable en RDC.

4.4. Le retard africain sur le domaine du numérique

Le continent africain connaît un retard considérable dans le domaine du numérique, ce qui a plusieurs répercussions sur son développement ([Juneau & Martel, 2014](#)). En République Démocratique du Congo, ce retard se traduit par la création d'une classe inutile, où les compétences liées aux technologies de l'information et de la communication ne sont pas suffisamment valorisées ni développées. Ce retard a un impact négatif sur l'accès à l'information et aux opportunités économiques pour la population congolaise.

De plus, le manque de ressources et d'infrastructures numériques limite l'accès à l'éducation en ligne et à d'autres services essentiels. En conséquence, de nombreux congolais se retrouvent exclus du monde numérique et sont incapables de profiter pleinement des avantages offerts par les nouvelles technologies. Les étudiants perçoivent que le manque de préparation numérique parmi leur personnel et leur institution, l'absence de bibliothèque électronique facilitant l'accès aux revues scientifiques, ainsi que des cybercafés et des installations internet inefficaces au sein de leur université sont les principaux facteurs décourageant l'utilisation d'internet dans leurs institutions ([Apuke & Iyendo, 2018](#)).

Près de la moitié de la population de la RDC n'a pas accès au haut débit, et le pays a des prix de détail parmi les plus élevés et un taux d'adoption parmi les plus faibles de l'Afrique. La pénétration du haut débit est actuellement de 12,8 %, sur la base des abonnements mobiles uniques, avec des écarts d'accès marqués entre les hommes et les femmes. Les réseaux mobiles existants couvrent environ la moitié de la population, avec des taux de couverture 3G et 4G de 54 % et 42 % respectivement. La couverture 4G est fortement limitée à Kinshasa, Lubumbashi et Goma, avec des disparités régionales dans la couverture globale du réseau. La RDC a actuellement les prix de détail du haut débit les plus élevés en Afrique : le prix d'un panier de 2 Go de données mobiles uniquement est équivalent à 10,34 % du revenu national brut (RNB), nettement plus que l'objectif de 2 % d'accessibilité de la Commission des Nations Unies sur le haut débit.

Actuellement, la RDC ne dispose d'aucun réseau national de fibre optique capable de distribuer de manière rentable l'internet à haut débit dans tout le pays. Combiné à l'insécurité et au manque d'infrastructure de soutien, le terrain vaste et difficile de la RDC rend très coûteux le déploiement du réseau de fibre optique, ce qui a entraîné de nombreuses années de sous-

investissements dans un marché du haut débit très peu développé. Cette situation a une incidence sur le coût et la qualité des services offerts aux consommateurs, ce qui contribue à la faiblesse de la demande. Les liaisons de transmission par fibre optique existantes sont concentrées le long du corridor ouest-sud (Muanda-Kinshasa- Lubumbashi) et du corridor ouest-est (Muanda-Kinshasa-Goma). Le déblocage d'investissements supplémentaires pour développer de nouvelles liaisons par fibre optique sera essentiel pour accroître la concurrence et renforcer la résilience du réseau, en particulier dans la région centrale et septentrionale, face à l'augmentation des risques climatiques et des pannes de réseau.

Le pays ne dispose pas des nombreuses bases numériques et analogiques nécessaires pour mener une transformation numérique transversale. Cela constitue un obstacle important à la création d'un secteur numérique robuste, piloté par le secteur privé, et à l'exploitation du potentiel de création d'emplois et de croissance économique lié à l'utilisation productive des technologies basées sur les données. Le Gouvernement a adopté en 2019 le Plan national du numérique (PNN) – qui doit faire l'objet d'une révision intermédiaire en 2025 –, mais de nombreuses initiatives envisagées ne se sont pas concrétisées en raison de la rareté des financements publics. La RDC manque donc encore de nombreux éléments de base pour faire progresser la transformation numérique, notamment l'accès universel au numérique, l'infrastructure publique numérique (IPN) pour faciliter la prestation des services numériques, y compris l'identification numérique, et les compétences numériques.

L'impact de ce retard numérique va bien au-delà de la simple exclusion des avantages des nouvelles technologies. En effet, cela crée un fossé numérique entre les générations, accentuant ainsi les inégalités socio-économiques au sein de la société congolaise. De plus, le manque d'expertise numérique réduit également les opportunités d'innovation et de développement économique dans le pays. Pour remédier à cette situation, des investissements importants dans l'infrastructure numérique, la formation aux compétences numériques et l'accès équitable aux technologies de l'information et de la communication sont nécessaires.

Il est crucial que le gouvernement et les acteurs du secteur privé travaillent ensemble pour mettre en place des politiques et des initiatives visant à combler le fossé numérique et à promouvoir l'inclusion numérique à tous les niveaux de la société congolaise. En outre, la sensibilisation à l'importance du numérique et à ses avantages potentiels est essentielle pour encourager l'adoption généralisée des technologies numériques. En effet, un engagement significatif envers le développement numérique peut transformer la situation actuelle en une opportunité de croissance et de prospérité pour la République Démocratique du Congo.

5. Conséquences collectives de l'inutilité

L'existence d'une classe improductive en République Démocratique du Congo a des conséquences néfastes sur la croissance économique et le développement du pays. Cette situation se traduit par plusieurs effets négatifs :

❖ Manque à gagner en termes de productivité et d'impôts

Productivité : La présence d'une classe improductive diminue la quantité totale de biens et services produits dans le pays. Ce manque de contribution à l'économie se traduit par une baisse du PIB (produit intérieur brut) et du niveau de vie global. Selon l'économiste Daron Acemoglu, la présence d'une élite extractive, qui s'enrichit en exploitant les ressources du pays sans contribuer à son développement, constitue un frein majeur à la croissance économique ([Acemoglu & Robinson, 2006](#)).

Impôts : Une classe improductive ne participe pas au paiement des impôts, ce qui réduit les ressources financières disponibles pour l'Etat. Cette réduction des recettes fiscales affecte négativement la capacité du gouvernement à financer des services publics essentiels, tels que l'éducation, la santé et les infrastructures. Selon l'économiste Paul Collier, l'absence de taxation effective des élites économiques contribue à la persistance de la pauvreté et des conflits ([Collier & Hoeffler, 2004](#)).

❖ Augmentation des inégalités et de la pauvreté.

La concentration des richesses dans les mains de la classe improductive accentue les inégalités de revenus et de patrimoine en RDC. Cette situation aggrave la pauvreté et crée des tensions sociales, pouvant déboucher sur des conflits et de l'instabilité politique. Les économistes [Wilkinson & Pickett \(2009\)](#) ont démontré que l'augmentation des inégalités nuit à la santé, à l'éducation et au bien-être de la population. L'économiste [Milanovic \(2016\)](#) a montré que la part des revenus captée par les 1% les plus riches a augmenté de manière significative dans les pays en développement, y compris en RDC.

❖ Instabilité politique et sociale.

La frustration et le sentiment d'injustice ressentis par la population face à l'enrichissement de la classe improductive peuvent créer des tensions sociales et de l'instabilité politique. Cette situation peut déboucher sur des manifestations, des émeutes, voire des guerres civiles.

❖ Impact sur les individus et les familles

L'exclusion sociale en RDC crée un terreau fertile pour la radicalisation et l'extrémisme. Les groupes terroristes et extrémistes ciblent les jeunes marginalisés et désœuvrés, leur offrant un sentiment d'appartenance, de reconnaissance et une perspective d'action.

En effet, les jeunes exclus du système économique et social, privés d'opportunités et d'espoir, sont plus vulnérables à la propagande extrémiste qui promet sens et identité. L'absence d'éducation et d'accès à l'information les rend également plus susceptibles de succomber à la manipulation et aux discours haineux.

La frustration, la colère et la marginalisation créent un climat propice à la criminalité notamment avec le phénomène KULUNA et surtout à la radicalisation, offrant aux groupes extrémistes des recrues faciles et prêtes à se battre pour des causes qu'ils perçoivent comme justes. L'exclusion sociale en RDC représente donc un danger non seulement pour la sécurité du pays, mais aussi pour la stabilité régionale et mondiale.

Exemples concrets :

- L'émergence des gangs dans les quartiers de Kinshasa : un cercle vicieux où les plus vieux initient les plus petits dans le banditisme.
- L'exemple de la LRA : La Lord's Resistance Army (LRA) en Ouganda a recruté de nombreux enfants soldats et jeunes désœuvrés, les endoctrinant et les utilisant pour semer la terreur.
- Le cas des ADF en RDC : Les Allied Democratic Forces (ADF) actifs dans l'est de la RDC ciblent les jeunes marginalisés et frustrés pour les manipuler et les utiliser dans leurs actions terroristes.

6.Stratégies et solutions pour renforcer l'éducation en RDC

Plusieurs stratégies peuvent être mises en œuvre pour prévenir la classe inutile en RDC. Il est important d'améliorer la qualité de l'enseignement, de renforcer les programmes et les méthodes pédagogiques, et de former les enseignants. L'accès à l'éducation pour tous doit également être garanti, et l'orientation scolaire et professionnelle doit être renforcée.

L'exemple du programme "Education pour tous" mis en place par le gouvernement Congolais en 2005 montre que des initiatives ambitieuses peuvent avoir un impact positif. Ce programme a permis d'augmenter le taux de scolarisation et d'améliorer la qualité de l'enseignement. Cependant, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour atteindre les objectifs fixés.

6.1. Renforcement de l'investissement dans l'éducation et la formation professionnelle

Tout d'abord, il est essentiel d'améliorer l'accès et la qualité de l'enseignement primaire et secondaire. Selon les données de la [Banque mondiale \(2019\)](#), le taux de scolarisation net dans l'enseignement primaire n'était que de 77,1% en RDC en 2018, bien en deçà de la moyenne africaine. De plus, les conditions d'apprentissage restent souvent déplorables, avec des classes surpeuplées, un manque criant d'infrastructures et de matériel pédagogique, et une formation inadaptée des enseignants ([Tshiyembe, 2003](#)).

Pour remédier à cette situation, des investissements importants dans les infrastructures scolaires, la formation des enseignants et les programmes d’alphabétisation s’avèrent nécessaires. Comme le souligne [Dumont \(1986\)](#), « l’objectif doit être de garantir un enseignement de base de qualité à l’ensemble de la population congolaise, afin de jeter les bases d’un développement économique et social durable ».

Parallèlement, il convient de développer une offre de formation technique et professionnelle en phase avec les besoins du marché de l’emploi. Selon une étude de [l’OCDE \(2018\)](#), les entreprises congolaises peinent à trouver des travailleurs qualifiés, notamment dans les secteurs porteurs comme les mines, l’agriculture ou les services. Il est donc crucial de mieux aligner les programmes de formation sur les compétences recherchées par les employeurs.

Cela passe par un renforcement de la concertation entre le secteur éducatif, le secteur privé et les autorités publiques, afin d’identifier les filières les plus prometteuses et d’adapter en conséquence l’offre de formation professionnelle. Des incitations fiscales ou financières pourraient également encourager les entreprises à s’impliquer davantage dans la formation de leurs futurs employés.

Enfin, il convient de faciliter l’accès à l’enseignement supérieur, tout en veillant à l’adéquation entre les formations proposées et les débouchés professionnels. Comme le souligne [Dumont \(1986\)](#), « l’objectif doit être de former une élite compétente, capable de relever les défis du développement, et non une ‘classe inutile’ déconnectée des réalités économiques ».

Cela passe notamment par le renforcement des filières scientifiques et techniques, le développement de partenariats université-entreprise, ainsi que la mise en place d’un système d’orientation et d’accompagnement des étudiants vers des cursus porteurs d’emploi.

Outre les pistes de solutions évoquées précédemment, d’autres leviers peuvent être envisagés pour renforcer l’éducation en République Démocratique du Congo (RDC) et prévenir l’avènement d’une « classe inutile ».

Tout d’abord, il serait judicieux de développer des programmes de soutien à l’entrepreneuriat et à l’insertion professionnelle des jeunes diplômés. Comme le souligne [Nkongolo \(2015\)](#), de nombreux jeunes congolais formés ne parviennent pas à trouver un emploi salarié stable, faute d’expérience et de débouchés suffisants. Des initiatives telles que des incubateurs d’entreprises, des formations à la création d’activités ou des mécanismes de financement adaptés pourraient leur permettre de valoriser leurs compétences au sein d’entreprises innovantes.

De même, il serait pertinent de mettre en place des programmes de stages et d’apprentissage en entreprise, en étroite collaboration avec le secteur privé. Cela permettrait aux étudiants d’acquérir une première expérience professionnelle, tout en facilitant leur insertion ultérieure

(OCDE, 2018). Des incitations fiscales ou financières pourraient encourager les entreprises à s'investir davantage dans ces dispositifs.

Par ailleurs, il convient de renforcer la gouvernance et le financement du système éducatif congolais. Selon les données de l'UNESCO (2020), la part du budget de l'État allouée à l'éducation n'était que de 1,6% en 2018, soit un niveau très faible comparé à la moyenne africaine. Un effort budgétaire substantiel, associé à une meilleure gestion des ressources et à une plus grande transparence, serait indispensable pour améliorer durablement la qualité de l'éducation.

Enfin, il pourrait être pertinent de s'inspirer des expériences réussies d'autres pays africains en matière de réforme éducative. Ainsi, le Sénégal a mis en place des programmes ambitieux visant à développer l'enseignement technique et professionnel, en étroite concertation avec les entreprises (Ndiaye, 2017). De même, le Rwanda a fait de l'éducation une priorité nationale, en misant notamment sur les nouvelles technologies et l'apprentissage par projet (Gahungu, 2020). Ces initiatives pourraient utilement éclairer la stratégie éducative de la RDC.

En conjuguant ces différentes approches, la RDC pourrait ainsi relever avec succès le défi de l'éducation, en favorisant l'employabilité des jeunes et en contribuant à bâtir une économie plus compétitive et inclusive.

6.2. L'impératif d'une réforme du système éducatif en République Démocratique du Congo

La nécessité d'une réforme en profondeur du système éducatif en République Démocratique du Congo pour mieux l'adapter aux besoins du marché du travail moderne est un enjeu majeur à prendre en compte.

La République Démocratique du Congo fait face à de nombreux défis dans son système éducatif, lesquels freinent son développement économique et social. Comme le souligne l'économiste Gentil (2012), « l'éducation est un levier essentiel pour la croissance et la réduction de la pauvreté ». Dès lors, des réformes institutionnelles en profondeur du système éducatif s'avèrent impératives pour permettre à la RDC de relever les enjeux de la mondialisation.

Sur le plan légal, la Constitution de 2006 stipule dans son article 43 que « l'État garantit l'accès à l'éducation pour tous ». De même, la Loi-cadre n°14/004 du 11 février 2014 portant organisation et fonctionnement de l'enseignement national reconnaît l'éducation comme « un droit fondamental de la personne humaine ». Cependant, force est de constater que ces dispositions légales peinent à se traduire dans les faits, notamment en raison de faiblesses institutionnelles persistantes.

Comme le souligne [Trefon \(2016\)](#), « le manque de moyens financiers et matériels, la faiblesse des capacités de gestion et de pilotage, ainsi que l'absence de régulation efficace constituent les principaux maux qui minent le système éducatif congolais ». En effet, le budget alloué à l'éducation ne représente que 1,6% du PIB en 2019, bien en deçà de la norme de 20% recommandée par l'UNESCO. De même, l'encadrement des élèves et la qualité des enseignements laissent à désirer, avec un ratio élèves/enseignant de 41 pour le primaire et 30 pour le secondaire.

Face à ces défis, des réformes institutionnelles ambitieuses s'avèrent nécessaires. Comme le préconise [Mwaka \(2018\)](#), il s'agit notamment de « renforcer les capacités de gouvernance du système éducatif, d'accroître substantiellement les investissements publics, et d'impliquer davantage les acteurs privés et la société civile ». Sur ce dernier point, les partenariats public-privé dans l'éducation, tels que promus par la Banque mondiale, constituent des leviers intéressants pour mobiliser de nouvelles ressources et faire émerger des innovations pédagogiques.

Au-delà des aspects financiers et de gouvernance, la réforme du système éducatif congolais doit également viser à une meilleure adéquation formation-emploi. Comme le souligne l'économiste [Buuma \(2017\)](#), « les programmes d'enseignement doivent être davantage alignés sur les besoins du marché du travail, en mettant l'accent sur les compétences techniques, la formation professionnelle et l'entrepreneuriat ».

❖ Inadéquation formation-emploi actuelle :

- Le système éducatif congolais est souvent critiqué pour être trop théorique et déconnecté des réalités du monde professionnel.
- Les diplômés peinent à trouver des emplois correspondant à leur formation, créant un important chômage des jeunes.
- Les compétences enseignées ne répondent pas toujours aux besoins des entreprises, en particulier dans les secteurs en pleine mutation technologique.

❖ Importance de l'adéquation formation-emploi :

- Une meilleure articulation entre le système éducatif et le marché du travail est essentielle pour permettre une insertion professionnelle réussie des jeunes.
- Cela favorise le développement économique et social en fournissant aux entreprises les talents dont elles ont besoin.
- C'est également un levier d'inclusion et de réduction des inégalités en donnant à tous les jeunes des perspectives d'avenir.

❖ Pistes de réforme à envisager :

- Impliquer davantage les entreprises et les branches professionnelles dans la conception des programmes de formation.

- Développer l'apprentissage en alternance, les stages et les formations en situation de travail.
 - Mettre l'accent sur l'acquisition de compétences techniques, mais aussi de compétences transversales (communication, créativité, esprit d'initiative, etc.).
 - Adapter les formations aux secteurs économiques porteurs et aux métiers d'avenir, notamment dans les domaines du numérique et de la transition écologique.
 - Renforcer l'accompagnement à l'orientation et à l'entrepreneuriat des jeunes.
- ❖ Enjeux de la réforme :
- Nécessité d'une vision stratégique à long terme et d'un engagement fort des pouvoirs publics.
 - Importance de la mobilisation de ressources financières et humaines suffisantes.
 - Impératif de concertation avec l'ensemble des parties prenantes (enseignants, syndicats, entreprises, société civile, etc.).
 - Une telle réforme éducative ambitieuse permettrait de mieux préparer les jeunes Congolais aux réalités du marché du travail moderne et de leur offrir de meilleures perspectives d'avenir.

À cet égard, l'implication accrue des entreprises dans la conception des formations constitue un impératif, conformément aux recommandations de l'Organisation internationale du Travail.

En définitive, la réforme en profondeur du système éducatif congolais représente un défi majeur, mais également une opportunité unique de préparer les jeunes Congolais aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux du XXI^e siècle. Comme le souligne le philosophe [Kabiena \(2020\)](#), « l'éducation est le socle du développement durable et de la transformation sociétale ». C'est dans cette perspective que les pouvoirs publics, les acteurs privés et la société civile doivent s'engager résolument dans cette nécessaire réforme institutionnelle.

6.3. Promouvoir la création d'emplois décents et durables

Le secteur privé joue un rôle déterminant dans la création d'emplois décents et la promotion de la croissance inclusive en RDC. Pour maximiser son impact, il est crucial d'encourager les entreprises à adopter des pratiques de travail justes et à offrir des conditions de travail décentes.

❖ Politiques gouvernementales incitatives

Le gouvernement peut jouer un rôle crucial en favorisant la création d'emplois formels à travers des politiques incitatives. Ces politiques peuvent prendre plusieurs formes, telles que :

- Réduction des charges sociales et fiscales pour les entreprises : En allégeant la pression fiscale sur les entreprises, le gouvernement peut les inciter à embaucher davantage et à investir dans la création d'emplois.

- Simplification des procédures administratives pour la création d'entreprise : Des procédures administratives lourdes et complexes peuvent décourager les entrepreneurs et freiner la création d'emplois. Le gouvernement doit simplifier et rationaliser ces procédures pour faciliter l'entrée de nouvelles entreprises sur le marché.
- Investissements dans les infrastructures et la formation professionnelle : Le manque d'infrastructures adéquates et de main-d'œuvre qualifiée constituent des obstacles importants à la croissance du secteur privé. Le gouvernement doit investir dans ces domaines pour créer un environnement favorable aux entreprises et aux travailleurs.
- ❖ Stimuler la croissance dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre

La RDC dispose d'un potentiel important dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, tels que l'agriculture et la transformation agro-alimentaire. En favorisant la croissance de ces secteurs, le pays peut créer de nombreux emplois et réduire la pauvreté.

Quelques exemples de mesures incitatives pour ces secteurs pourraient inclure :

- Subventions et incitations fiscales pour les entreprises qui investissent dans l'agriculture et la transformation agro-alimentaire.
- Amélioration de l'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises (PME) dans ces secteurs.
- Renforcement des infrastructures de transport et de stockage pour faciliter la commercialisation des produits agricoles

6.4. Encourager l'entrepreneuriat et l'innovation.

L'entrepreneuriat et l'innovation constituent des catalyseurs primordiaux du développement économique dans un pays. L'activité entrepreneuriale engendre la création de nouvelles entreprises et la génération de nouveaux emplois, tandis que l'innovation propulse la croissance économique par l'introduction de produits, services et procédés inédits. La recherche empirique et les analyses d'éminents économistes tels que [Baumol \(2010\)](#) et [Schumpeter \(1934\)](#) corroborent la corrélation étroite entre entrepreneuriat, innovation et croissance économique.

Dans le cas spécifique de la RDC, confronté à un contexte marqué par une classe improductive importante et un besoin d'inclusion sociale, l'entrepreneuriat et l'innovation s'avèrent des leviers stratégiques pour le progrès. En effet, la population jeune, estimée à près de 70% avec un taux de chômage élevé (environ 38% chez les jeunes, d'après la BAD en 2020), représente un potentiel immense à valoriser par la promotion de l'entrepreneuriat.

Investir dans ces deux domaines engendre un triple effet bénéfique :

- Création d'emplois : l'éclosion de nouvelles entreprises génère de nouvelles opportunités professionnelles pour la main-d'œuvre Congolaise, contribuant ainsi à la réduction du chômage.
- Croissance économique : L'innovation permet d'accroître la compétitivité des entreprises, de développer de nouveaux marchés et d'augmenter les exportations, stimulant ainsi la dynamique de l'économie nationale.
- Inclusion sociale : En offrant des perspectives de réussite aux jeunes et aux populations marginalisées, l'entrepreneuriat et l'innovation contribuent à la réduction des inégalités sociales et à la création d'une société plus inclusive.

6.5. Mettre en place des programmes de protection sociale

L'instauration de programmes de protection sociale, tels que des filets de sécurité ou des transferts monétaires, peut atténuer les effets de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Ces programmes fournissent un soutien vital aux populations vulnérables, les aidant à répondre à leurs besoins fondamentaux et à améliorer leurs conditions de vie.

- Valoriser le travail manuel et l'enseignement technique :

Il est crucial de sensibiliser la société à l'importance du travail manuel et technique pour le développement économique et la lutte contre la pauvreté. Des campagnes de sensibilisation et des initiatives visant à valoriser ces métiers peuvent changer les perceptions et encourager les jeunes à s'orienter vers des carrières techniques.

- Promouvoir la mobilité sociale :

Pour favoriser l'égalité des chances, il est important de promouvoir la mobilité sociale et d'encourager les individus à s'orienter vers des métiers porteurs d'avenir, quel que soit leur origine sociale ou leur parcours académique.

- Lutter contre la corruption et améliorer la gouvernance :

La corruption est un fléau qui entrave le développement économique et la création d'emplois. Il est indispensable de renforcer la lutte contre la corruption, de promouvoir la transparence et la bonne gouvernance pour créer un climat d'investissement favorable et attirer les entreprises qui stimuleront la croissance et créeront de nouveaux emplois.

- Transparence et bonne gouvernance :

Des efforts concertés sont nécessaires pour lutter contre la corruption et améliorer la gouvernance en RDC. Cela implique de renforcer les institutions responsables de la lutte contre la corruption, de promouvoir la transparence dans les décisions gouvernementales et de garantir une application équitable des lois.

6.6. Le numérique et l'IA : des outils pour lutter contre la pauvreté et la classe inutile en RDC

Actuellement, la RDC ne dispose d'aucun réseau national de fibre optique capable de distribuer de manière rentable l'internet à haut débit dans tout le pays. Combiné à l'insécurité et au manque d'infrastructure de soutien, le terrain vaste et difficile de la RDC rend très coûteux le déploiement du réseau de fibre optique, ce qui a entraîné de nombreuses années de sous-investissements dans un marché du haut débit très peu développé. Cette situation a une incidence sur le coût et la qualité des services offerts aux consommateurs, ce qui contribue à la faiblesse de la demande. Les liaisons de transmission par fibre optique existantes sont concentrées le long du corridor ouest-sud (Muanda-Kinshasa-Lubumbashi) et du corridor ouest-est (Muanda-Kinshasa-Goma). Le déblocage d'investissements supplémentaires pour développer de nouvelles liaisons par fibre optique sera essentiel pour accroître la concurrence et renforcer la résilience du réseau, en particulier dans la région centrale et septentrionale, face à l'augmentation des risques climatiques et des pannes de réseau.

Le numérique et l'intelligence artificielle (IA) peuvent jouer un rôle crucial dans la lutte contre la pauvreté et la classe inutile en RDC. Ces technologies offrent de nombreuses opportunités pour améliorer les conditions de vie des populations, créer des emplois et favoriser un développement inclusif.

❖ Opportunités du numérique et de l'IA :

- Accès à l'information et aux services : Le numérique permet d'accroître l'accès à l'information et aux services essentiels, tels que l'éducation, la santé et les services financiers. Cela peut améliorer les opportunités économiques et sociales des populations marginalisées.
- Création d'emplois : L'essor du numérique et de l'IA crée de nouveaux emplois dans des domaines tels que la programmation, le développement d'applications et la science des données. Ces emplois peuvent offrir des opportunités de carrière pour les jeunes et les populations sous-qualifiées.
- Amélioration de la productivité et de l'efficacité : Le numérique et l'IA peuvent améliorer la productivité et l'efficacité dans différents secteurs, notamment l'agriculture, la santé et l'éducation. Cela peut contribuer à la croissance économique et à la création d'emplois.
- Innovation et entrepreneuriat : Le numérique et l'IA favorisent l'innovation et l'entrepreneuriat, permettant aux entrepreneurs de développer de nouvelles solutions pour répondre aux défis de la pauvreté et de la classe inutile.

❖ Défis à relever :

Malgré les nombreuses opportunités, il est important de relever certains défis pour garantir que le numérique et l'IA soient utilisés de manière inclusive et efficace pour lutter contre la pauvreté et la classe inutile.

- Accès aux technologies : Le manque d'infrastructures numériques et d'accès à l'internet dans certaines régions de la RDC peut limiter l'accès aux opportunités offertes par le numérique et l'IA.
- Manque de compétences numériques : Il est crucial de développer les compétences numériques de la population pour qu'elle puisse pleinement profiter des avantages du numérique et de l'IA.
- Gouvernance et éthique : Il est important de mettre en place des cadres de gouvernance et d'éthique pour garantir que le numérique et l'IA soient utilisés de manière responsable et équitable.

❖ Recommandations :

- Investissement dans les infrastructures numériques : Le gouvernement et les partenaires du développement doivent investir dans les infrastructures numériques pour étendre l'accès à l'internet et aux technologies numériques dans l'ensemble du pays.
- Développement des compétences numériques : Des programmes de formation et d'éducation doivent être mis en place pour développer les compétences numériques de la population, en particulier des jeunes et des populations sous-qualifiées.
- Promotion de l'entrepreneuriat numérique : Des initiatives doivent être mises en place pour soutenir les entrepreneurs et les startups qui développent des solutions numériques innovantes pour lutter contre la pauvreté et la classe inutile.
- Gouvernance et éthique : Il est crucial de mettre en place des cadres de gouvernance et d'éthique pour garantir que le numérique et l'IA soient utilisés de manière responsable, transparente et inclusive.

Le pays ne dispose pas des nombreuses bases numériques et analogiques nécessaires pour mener une transformation numérique transversale. Cela constitue un obstacle important à la création d'un secteur numérique robuste, piloté par le secteur privé, et à l'exploitation du potentiel de création d'emplois et de croissance économique lié à l'utilisation productive des technologies basées sur les données.⁴⁴ Le Gouvernement a adopté en 2019 le Plan national du numérique (PNN) – qui doit faire l'objet d'une révision intermédiaire en 2025 –, mais de nombreuses initiatives envisagées ne se sont pas concrétisées en raison de la rareté des financements publics. La RDC manque donc encore de nombreux éléments de base pour faire progresser la transformation numérique, notamment l'accès universel au numérique, l'infrastructure publique numérique (IPN) pour faciliter la prestation des services numériques, y compris l'identification numérique, et les compétences numériques.

7. Conclusion

L'existence d'une « classe inutile » en RDC représente un défi majeur pour le développement économique et social du pays. Cette situation est la résultante d'un système éducatif défaillant, d'un manque d'opportunités économiques et de la corruption et la mauvaise gouvernance. Pour remédier à ce problème, il est crucial d'améliorer la qualité et la pertinence du système éducatif, de créer des opportunités économiques pour les jeunes, et de renforcer la lutte contre la corruption et la bonne gouvernance.

Les réformes du système éducatif et la création d'emplois qualifiants sont des investissements à long terme qui permettront à la RDC de sortir de la pauvreté et de construire un avenir meilleur pour sa population. Il est essentiel que l'Etat, le secteur privé et la société civile collaborent pour mettre en œuvre des solutions durables face au problème de la « classe inutile ». En République Démocratique du Congo, le défi de l'éducation revêt une importance cruciale pour prévenir l'émergence d'une « classe inutile » - soit une population instruite, mais incapable de trouver un emploi adapté à ses compétences. Face à ce défi, notre analyse a permis d'identifier plusieurs pistes de solutions complémentaires.

Tout d'abord, il est essentiel d'investir massivement dans l'amélioration de l'accès et de la qualité de l'enseignement primaire et secondaire, à travers le renforcement des infrastructures scolaires, la formation des enseignants et les programmes d'alphabétisation. Parallèlement, le développement d'une offre de formation technique et professionnelle en phase avec les besoins du marché de l'emploi s'avère indispensable, en favorisant la concertation entre le secteur éducatif, le secteur privé et les autorités publiques. De plus, il convient de faciliter l'accès à l'enseignement supérieur, tout en veillant à l'adéquation entre les formations proposées et les débouchés professionnels, notamment par le biais du renforcement des filières scientifiques et techniques ainsi que du développement de partenariats université-entreprise. Au-delà de ces leviers, d'autres pistes peuvent être envisagées, telles que le soutien à l'entrepreneuriat et à l'insertion professionnelle des jeunes diplômés, la mise en place de programmes de stages et d'apprentissage en entreprise, ou encore le renforcement de la gouvernance et du financement du système éducatif congolais.

Face à ces défis, un appel à l'action s'impose : il est grand temps pour les autorités congolaises, en collaboration étroite avec les partenaires internationaux, de faire de l'éducation une priorité nationale, en mobilisant les moyens financiers et techniques nécessaires à la mise en œuvre de réformes ambitieuses et durables. C'est à ce prix que la RDC pourra relever le défi de l'éducation et prévenir l'avènement d'une « classe inutile », au profit d'un développement économique et social plus inclusif, durable et équitable pour l'ensemble de sa population. Seule une telle mobilisation permettra d'offrir aux jeunes congolais les perspectives d'avenir qu'ils méritent, et de contribuer ainsi à la construction d'une société plus prospère et épanouie.

Références

- Acemoglu, D. et Robinson, J. A. (2013). *Why Nations Fail*. Profile Books.
- Acemoglu, Daron, and James A. Robinson. "Economic origins of dictatorship and democracy." Cambridge University Press, 2006.
- Apuke, O D., & Iyendo, T O. (2018). University students' usage of the internet resources for research and learning: forms of access and perceptions of utility. Elsevier BV, 4(12), e01052-e01052. <https://doi.org/10.1016/j.heliyon.2018.e01052>
- Ayim Pam, S. (2014). *Économie de la débrouille à Kinshasa : Informalité, commerce et réseaux sociaux*. Karthala.
- Balandier, G. (1955). *Sociologie actuelle de l'Afrique noire : Dynamique des changements sociaux en Afrique centrale*. Presses Universitaires de France.
- Banerjee, A. V., & Duflo, E. (2011). *Poor Economics : A Radical Rethinking of the Way to Fight Global Poverty*. PublicAffairs.
- Banerjee, A., Duflo, E., Goldberg, N., Karlan, D., Osei, R., Parienté, W., ... & Udry, C. (2015). A multifaceted program causes lasting progress for the very poor : Evidence from six countries. *Science*, 348(6236).
- Banque Mondiale. (2022). *Education in the Democratic Republic of Congo : From Crisis to Recovery and Sustainable Reform*. Washington, DC : World Bank Group.
- Banque Mondiale. (2023). *République Démocratique du Congo Mémoire Économique Pays : Voies d'accès à la diversification économique et l'intégration commerciale régionale*. Washington, DC : World Bank Group.
- Bauman, Z. (2004). *Vies perdues. La modernité et ses exclus*. Paris : Payot.
- Bauman, Z. (2004). *Vies perdues. La modernité et ses exclus*. Paris : Payot.
- Baumol, W. J. (2010). The microeconomics of innovative entrepreneurship. *Journal of Entrepreneurial Finance*, 15(1), 5-26. *Schumpeter, J. A. (1934). *The theory of economic development : An inquiry into profits, capital, credit, interest, and the business cycle*. Cambridge, MA : Harvard University Press.
- Bazabana, M. L. (2016). *Économie populaire et stratégies de survie en Afrique : Cas de la République Démocratique du Congo*. L'Harmattan.
- Biyevanga, R. M. (2023) *Persistence et émergence des guerres civiles en République Démocratique du Congo*
- Bowles, S., Durlauf, S. N., & Hoff, K. (2006). *Poverty Traps*. Princeton University Press.

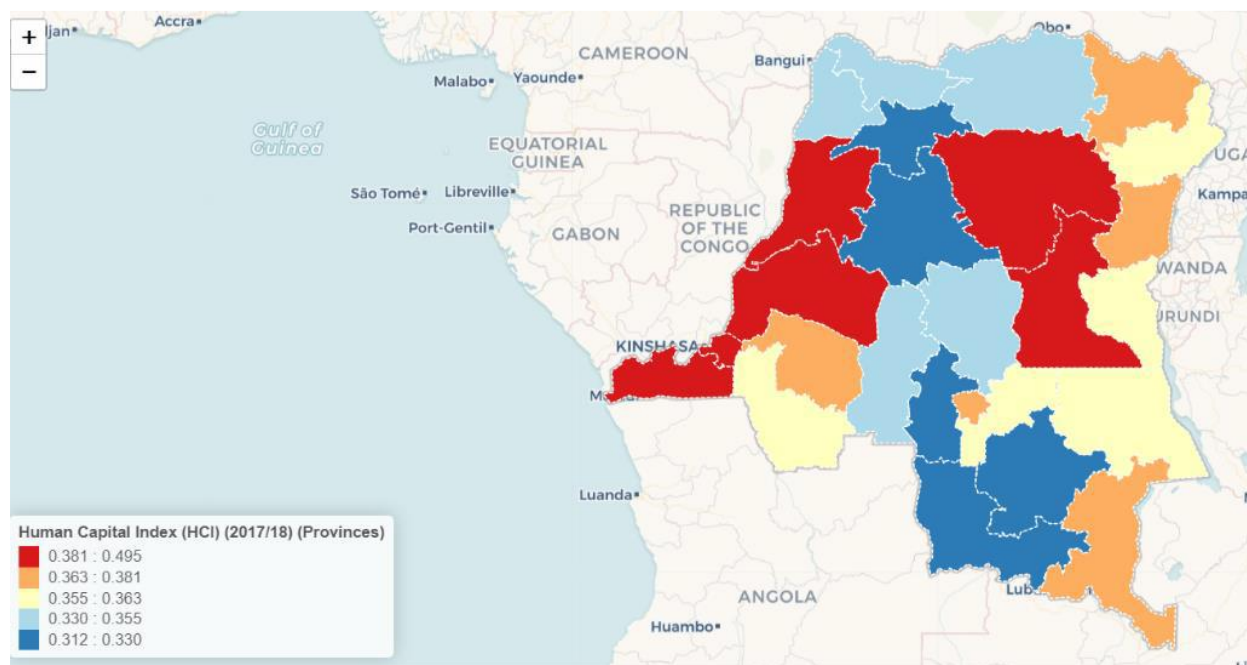
- Buuma, C. (2017). Adéquation formation-emploi en Afrique subsaharienne : Enjeux et défis pour le développement économique. *Revue d'économie du développement*, 25(1), 43-62.
- Collier, Paul, and Anke Hoeffler. "Greed and grievance (2004). Civil war." Oxford University Press.
- Coulibaly, S. (2018). Éducation et développement en Afrique subsaharienne. *Revue d'économie du développement*, 26(2), 5-35.
- Hanushek, E. A., & Woessmann, L. (2015). *The knowledge capital of nations: Education and the economics of growth*. MIT Press.
- Harari, Y. N. (2015). *Sapiens : Une brève histoire de l'humanité*. Paris : Albin Michel.
- Harari, Y. N. (2017). *Homo Deus : Une brève histoire de l'avenir*. Albin Michel.
- Harari, Y. N. (2018). *21 Lessons for the 21st Century*. New York : Spiegel & Grau.
- Hausmann, Ricardo, Lant Pritchett, and Dani Rodrik. (2005) "Growth diagnostics." Centre for Economic Policy Research.
- Juneau, S., & Martel, J. (2014, August 29). La « cyberdépendance » : un phénomène en construction. *Medecine et hygiène*, Vol. 38(3), 285-310. <https://doi.org/10.3917/ds.383.0285>
- Kakoma, L. (2015). La formation et la motivation des enseignants en République Démocratique du Congo. *Revue Internationale d'Éducation*, 70, 155-164.
- Kalembe, E. N. (2019). Employabilité des diplômés universitaires en République démocratique du Congo : Défis et perspectives. *Revue Internationale des Sciences de Gestion*, 2(2), 1-21.
- Kraay, A., & McKenzie, D. (2014). Do poverty traps exist? Assessing the evidence. *Journal of Economic Perspectives*, 28(3), 127-148.
- Milanovic, Branko. (2016) "Global inequality : A new approach for the age of globalization." Harvard University Press.
- Ministère de l'EPST. (2019). *Annuaire statistique de l'éducation en République Démocratique du Congo*. Kinshasa, RDC : MEN.
- Mudimbe, V. Y. (1988). *The Invention of Africa : Gnosis, Philosophy, and the Order of Knowledge*. Indiana University Press.
- Narayan, D., Chambers, R., Shah, M. K., & Patesch, P. (2000). *Voices of the Poor: Crying Out for Change*. New York : Oxford University Press pour la Banque mondiale.
- Ndaya, M. (2020). Le rôle de l'éducation dans la construction d'une citoyenneté active en Afrique. *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, 83, 39-48.

- Ndaywel è Nziem, I. (1998). Histoire générale du Congo : De l'héritage ancien à la République démocratique. Bruxelles : De Boeck Université.
- Ndaywel, è Nziem I. (2009). Nouvelle histoire du Congo : des origines à la République Démocratique. Bruxelles : Éditions Luc Pire.
- Nurkse, R. (1953). Problems of Capital Formation in Underdeveloped Countries. Oxford University Press.
- Nzongola, G N. (1970). The Bourgeoisie and Revolution in the Congo. Cambridge University Press, 8(4), 511-530. <https://doi.org/10.1017/s0022278x00023879>
- Obenga, T. (1982). La RDC face au défi du développement. Présence Africaine.
- OCDE. (2018). Perspectives économiques en Afrique 2018 : Développer les compétences pour les emplois de demain. OCDE.
- OCDE. (2022). Regards sur l'éducation 2022 : Les indicateurs de l'OCDE. Éditions OCDE.
- Paugam, S. (2005). Les formes élémentaires de la pauvreté. Paris : Presses Universitaires de France.
- PNUD. (2021). Rapport sur le développement humain en République démocratique du Congo 2020. Programme des Nations Unies pour le Développement.
- Rodrik, Dani. "One economics, many recipes." Princeton University Press, 2007.
- Sachs, J. D. (2005). The End of Poverty: Economic Possibilities for Our Time. Penguin Press.
- Spence, M. (1973). Job Market Signaling. The Quarterly Journal of Economics, 87(3), 355-374.
- Trefon, T. (2004). Reinventing Order in the Congo: How People Respond to State Failure in Kinshasa. Zed Books.
- Trefon, T. (2009). Public Service Provision in a Failed State : Looking Beyond Predation in the Democratic Republic of Congo. Review of African Political Economy, 36(119), 9-21.
- Trefon, T. (2016). Réinventer l'administration publique congolaise. Paris : L'Harmattan.
- Tuzolele, A. S. (2024). Evolution du concept de l'Homo Economicus à la lumière des avancées en Neuroéconomie : vers un modèle plus réaliste de décision économique. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-04564775>
- UNESCO. (2020). Données sur l'éducation. Récupéré de <http://uis.unesco.org/fr>
- UNESCO. (2020). Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2020 : Inclusion et éducation. Paris : UNESCO.
- UNESCO. (2021). Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2021 : La République démocratique du Congo. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

- UNICEF. (2019). La situation des enfants en République Démocratique du Congo. Récupéré de <https://www.unicef.org/drcongo/rapports/situation-enfants-rdc-2019>
- UNICEF. (2019). Rapport sur la situation des enfants dans le monde 2019 : Enfants, alimentation et nutrition – Grandir dans un monde en pleine transformation. New York : UNICEF.
- Wilkinson, Richard, and Kate Pickett. (2009) "The spirit level : Why greater equality makes societies stronger." Bloomsbury Publishing.

Annexe

Annexe 1 : Carte de l'Indice du Capital Humain (ICH) en RDC : Visualisation des disparités régionales.



Source : Banque Mondiale, 2023

Les défis actuels liés au capital humain, notamment les écarts entre les genres, constituent des entraves significatives à la diversification de l'économie. Un capital humain limité se manifeste par une main-d'œuvre de qualité inférieure et une productivité réduite. À titre d'exemple, l'indice du capital humain (ICH) de la RDC était seulement de 0,37 en 2020, ce qui est en dessous de la moyenne de l'Afrique subsaharienne (ASS) fixée à 0,40. Cela indique qu'un enfant né aujourd'hui en RDC n'atteindra que 37 % de son potentiel productif à l'âge adulte. La santé précaire des travailleurs impacte leur rendement, et la fréquence des pandémies, couplée à un système de santé déficient, repousse les investisseurs et les touristes. Les disparités entre les sexes aggravent cette situation : bien que l'ICH soit identique pour les filles et les garçons, des différences notables persistent, surtout dans certains aspects du capital humain tels que l'éducation et la santé. Le faible niveau de capital humain en RDC résulte principalement de plusieurs facteurs : (i) un système éducatif peu efficace caractérisé par des conditions scolaires insuffisantes, un enseignement peu performant, des infrastructures éducatives défectueuses et des résultats d'apprentissage insatisfaisants ; (ii) un taux élevé de retard de croissance chez les enfants, stable autour de 42 % ces vingt dernières années. Le manque de compétences et le décalage entre les acquis du système éducatif et les exigences du marché du travail engendrent un taux de chômage élevé parmi les jeunes. Avec seulement 15,4 % de pénétration du haut débit mobile et des infrastructures TIC insuffisantes, ces lacunes constituent un frein à l'utilisation des services numériques et à l'innovation, limitant ainsi l'accès à l'éducation et entravant l'amélioration de la qualité et de la pertinence de l'éducation ainsi que des

compétences nécessaires pour le développement de biens et services. Malgré certaines améliorations récentes, il est impératif d'augmenter la qualité de l'éducation pour que la population congolaise puisse rivaliser sur le plan international.

Annexe 2 : Impact de l'éducation sur le développement socio-économique

Nous pouvons analyser l'impact de l'éducation sur le développement socio-économique d'un pays de manière suivante :

Soit E le niveau d'éducation dans la population, D le développement socio-économique, et t le temps. On peut écrire l'impact de l'éducation sur le développement par une fonction de croissance, telle que :

$$D(t) = a \cdot E(t)^b + c$$

Où :

- a représente l'efficacité de l'éducation à convertir en développement socio-économique,
- b indique l'élasticité du développement par rapport à l'éducation (généralement, $0 < b < 1$),
- c est le niveau de développement initial ou d'autres facteurs exogènes.

Cette formule suppose que plus le niveau d'éducation E est élevé, plus l'impact sur le développement socio-économique D est grand, avec des rendements décroissants $b < 1$.

Notons qu'il y a principalement 3 niveaux d'éducation à savoir : (1) le niveau primaire, (2) le niveau secondaire, (3) le niveau supérieur et universitaire.

Nous pouvons développer le modèle en ajoutant des variables pour les différents niveaux d'éducation et en considérant l'impact de l'éducation sur différents aspects du développement socio-économique.

❖ Hypothèse 1 : Tous les niveaux d'éducation ont le même impact sur le développement

Si nous partons du principe que les trois niveaux d'éducation ont le même impact sur le développement socio-économique, alors les coefficients d'efficacité et les élasticités pour l'éducation primaire, secondaire et tertiaire devraient être égaux.

$$D(t) = a \cdot (E_p(t)^b + E_s(t)^b + E_t(t)^b) + c$$

où :

- a est le coefficient d'efficacité commun pour l'éducation primaire, secondaire et tertiaire,
- b est l'élasticité commune du développement par rapport à chaque niveau d'éducation,

- c est le niveau de développement initial ou d'autres facteurs exogènes.

Dans ce modèle, une augmentation de 1% dans l'éducation primaire, secondaire ou tertiaire aura le même effet sur le développement socio-économique $D(t)$.

- ❖ Hypothèse 2 : Tous les niveaux d'éducation n'ont pas le même impact sur le développement

En tenant compte de cette hypothèse, nous pouvons attribuer des coefficients plus élevés à l'éducation tertiaire et secondaire par rapport à l'éducation primaire pour refléter leur impact relatif plus important sur le développement socio-économique. Le modèle révisé pourrait ressembler à ceci :

$$D(t) = a_p \cdot E_p(t)^{b_p} + a_s \cdot E_s(t)^{b_s} + a_t \cdot E_t(t)^{b_t} + c$$

avec les contraintes suivantes pour refléter l'hypothèse :

$$a_t > a_s > a_p$$

$$b_t > b_s > b_p$$

où :

- a_t, a_s, a_p sont les coefficients d'efficacité de l'éducation tertiaire, secondaire et primaire respectivement,
- b_t, b_s, b_p sont les élasticités du développement par rapport à chaque niveau d'éducation,
- c est le niveau de développement initial ou d'autres facteurs exogènes.

Cela signifie que pour chaque pourcentage d'augmentation dans l'éducation tertiaire $E_t(t)$, le développement socio-économique $D(t)$ augmentera de plus que pour la même augmentation dans l'éducation secondaire $E_s(t)$, et encore plus que pour l'éducation primaire $E_p(t)$

Ce modèle est encore simplifié mais commence à refléter la complexité des interactions entre éducation et développement socio-économique. Pour le rendre opérationnel, il faudrait estimer les paramètres (a_i, b_i, c, d, e, f) à l'aide de données empiriques et analyser leur signification dans le contexte spécifique de la RDC.